la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

N° 437 — Nouvelle série n° 136 MARS 1959 — PRIX : 150 francs

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire (mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE - COLONIES

Six mois .. .. 800 fr.
Un an .. .. 1.500 fr.

EXTERIEUR

Six mois .. .. 1.000 fr.
Un an .. .. 1.800 fr.

Le numéro : 150 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la Révolution prolétarienne
14, rue de Tracy — PARIS (2e)
Téléphone : CENtral 17-08

PERMANENCE
Les jeudis de 18 h. à 19 h.
Les samedis de 17 h. à 19 h.

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS
notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 437 - Mars 1959

ENTRE NOUS

Ce numéro de la « R.P. » ne pouvait normalement négliger l'actualité, c'est-à-dire la situation internationale. Nous aurions voulu exceptionnellement — comme nous l'avons fait lors des événements de mai dernier — publier une sorte d'éditorial résumant l'opinion unanime du Noyau. L'Union des Syndicalistes aurait pu aussi lancer un nouvel appel. Mais nous éprouvons toujours quelque répugnance à lancer des mots d'ordre. Lorsqu'il s'agit d'une position défensive, comme c'était le cas lors du coup du 13 Mai, il est relativement facile de tracer les lignes sur lesquelles la classe ouvrière doit se tenir. Lorsqu'il y a contradiction, au moins apparente, entre des devoirs impérieux, il nous faut d'abord provoquer le débat. Deux de nos camarades précisent leurs idées. Ce n'est évidemment pas suffisant. Ce n'est pas strictement personnel, ce n'est pas non plus la conclusion d'une délibération commune. Ce qui laisse toute liberté d'appréciation à tous nos amis. On regrette que Pierre Monatte, dont la convalescence s'achève normalement, n'ait pas pu orienter l'examen de la situation internationale par quelques-unes de ces formules simples et denses dont il a le secret et qui ont toujours précisé l'essentiel et le permanent, à travers les agitations actuelles.

On verra cependant dans ce numéro que, trop légère pour nos désirs, sa collaboration prouve que sa lucidité n'est pas affaiblie, pas plus que sa confiance dans la mission de la « R.P. ».

Il nous paraît impossible de ne pas évoquer en ce mois de mars la légende de la Commune de Paris. Grâce à notre ami Maurice Dommanget qui tend à devenir — s'il n'est pas déjà — le plus actif et le plus fécond « voyageur passionné » (selon le mot d'A. Thierry) à travers l'histoire du mouvement ouvrier et révolutionnaire, c'est la grande figure de Louise Michel qui personnifiera ici le grand élan de mars 1871 et ses prolongements.

Une autre étape de « notre » histoire sera fixée par l'étude de Paul Barton sur Van der Lubbe.

Cependant deux articles sur l'Eclairage et le Bâtiment replongeront nos lecteurs dans l'actualité syndicale.

Nous espérons publier dans notre prochain numéro une monographie sur « le Borinage » et le mouvement belge. Nous tiendrons compte du prochain congrès F.O. Quoi que disent certains dans les chuchotements et la pénombre des couloirs, nous ne propulsons aucune action fractionnelle. Nous ne demandons pas aux militants de F.O. — à qui nous sommes liés par des souvenirs communs — de répéter ce que nous disons ici. Nous espérons simplement qu'ils diront au congrès ce qu'ils pensent, qu'ils sortiront de cet engourdissement de la libre critique, sans laquelle le syndicalisme « hiberne » et traîne une vie ralentie.

Nous pouvons cependant constater sans excès de confiance que le nombre de ceux qui veulent utiliser la « R.P. » augmente sans cesse, que beaucoup s'éveillent ou se réveillent. La lourdeur de notre « marbre » l'atteste. Mais il prouve aussi l'insuffisance de nos moyens matériels.

A ce point de vue, malgré des échos sympathiques, nos appels n'ont obtenu que des résultats insuffisants. Faudra-t-il répéter que tout dépend des efforts individuels de nos amis ? A Lyon, une excellente initiative : une réunion d'abonnés, pour organiser la prospection des abonnements. La compétition reste ouverte. Quel est celui qui voudra, à Paris et en province, dans son industrie ou son administration, ramasser assez d'abonnements pour prendre et conserver la première place au palmarès ? A qui le maillot jaune dans ce Tour de France des abonnements ?

Le gérant : J.-P. FINIDORI — Editions Polyglottes, 232, rue de Charenton, Paris.

ABANDONNERA-T-ON LE “HERISSON” DE BERLIN ?

En novembre 1958, M. Khrouchtchev proclame que l'U.R.S.S. met fin unilatéralement aux accords de Potsdam, que le 27 mai 1959 le statut de Berlin sera abrogé, que l'occupation soviétique cessera, que l'Allemagne de l'Est aura pleine autorité sur toute la zone, **que toute action des puissances occidentales pour briser le blocus de Berlin-Ouest provoquera l'intervention de l'U.R.S.S.**

Le 30 novembre et le 10 décembre, le gouvernement des Etats-Unis, le 15 décembre les trois gouvernements occidentaux déclarent avec quelque solennité que les Etats-Unis, l'Angleterre et la France n'abandonneront pas les responsabilités « **assumées officiellement pour assurer la liberté et la sécurité de Berlin-Ouest** ».

M. Mikoyan, lieutenant de M. Khrouchtchev, va faire son marché à New-York. M. Mac Millan, premier anglais, va subir sur place à Moscou les variations dentaires de M. Khrouchtchev. Les positions antagonistes ne semblent pas ébranlées par ces escapades.

Le Président de Gaulle et le chancelier Adenauer se rencontrent à Marly-le-Roi pour affirmer leur accord sur la fermeté nécessaire.

Mourir pour Berlin ! ? **Libération** et **le Canard enchaîné** posent la question. Le 4 mars 1959, le pâtissier Jacques Duclos érige son patriotisme en pièce montée : « **Le peuple français ne fera pas la guerre pour sauver Berlin où sévissent les militaristes allemands, les généraux hitlériens couverts de sang français...** »

Le 5 mars, M. Khrouchtchev à Leipzig tend la main. Pas d'ultimatum, le 27 mai... Une conférence des chefs des gouvernements, préparée par une rencontre de diplomates, des négociations raisonnables... et tout pourra s'arranger, on fera des affaires ensemble... Et il porte un toast à Krupp !

Demain, on entendra peut-être d'autres paroles fracassantes. Pas plus décisives, ni même significatives...

Les chefs post-staliniens ne parlent pas pour ne rien dire. Mais ils ne parlent jamais pour dire ce qu'ils pensent, pour préciser leurs idées et leurs intentions. La sincérité n'est certes pas la qualité dominante des hommes d'Etat et des politiciens. Mais dans nos pays, les mobiles transparaissent facilement à travers les détours de la rhétorique. Et la liberté relative de la critique favorise la prévision, même la prévention des actes.

L'éloquence stalinienne n'établit aucun rapport entre les mots et les choses. Ni accord, ni contradiction. Deux domaines qui n'ont pas de point commun.

On peut craindre sans doute que la guerre éclate à propos de Berlin. Mais les mots de M. Khrouchtchev ne devraient ni renforcer ni alléger l'inquiétude. Leur résonance peut être efficace, sans que leur sens soit instructif. Les mieux placés à l'écoute se laissent encore abuser. On oublie le précédent du pacte Hitler-Staline dont la nouvelle, en août 1939, tombant sur les tables de rédaction fit jaillir hors de l'écritoire l'encre patriotique et germanophobe de tous les Aragons du monde...

On nous objecte que si l'horizon est devenu sombre, c'est bien par les mots de M. Khrouchtchev. Seulement, dans le passé, lorsque Moscou avait décidé, le fait était accompli sans avoir été annoncé. Moscou ne renonce pas à Berlin. Mais la menace avait pour objectif de provoquer les réactions prévues. Celles-ci, par leur multiplicité et leur étendue, consacrent le prestige du dictateur soviétique. « L'homme prédestiné » s'est dressé sur la scène mondiale... Le public n'est pas admis dans les coulisses.

M. Khrouchtchev connaît la musique... et la sensibilité, la docilité ou la jobarderie de son public. Berlin socialiste... ou Berlin capitaliste ? Voilà pour les neutralistes qui persistent à croire en la croisade, en le heurt de deux systèmes, ou de deux blocs... Alors qu'il n'y a en fait ni système idéologique, ni bloc économique et politique en Occident, où les divergences d'intérêts sont notoires ou facilement dévoilées... alors qu'à l'Est on ne connaît les conflits internes que par leur solution.

Berlin ? Ce nom magique réveille les vieux refrains du « Chant du départ », du « Turco », de Deroulède, de « la Madelon ». Les bourgeois de Paris, en 1945, se tapaient sur leurs bedons un peu dégonflés, en apprenant que les soudards de Staline souillaient les jeunes filles berlinoises. Mourir pour Berlin ? Vous voulez rire ou nous provoquer...

Etrange destinée cependant que celle du pacifisme qui se veut réaliste et efficace (nous ne pensons pas évidemment au pacifisme intégral, absolu, à l'objection de conscience généralisée, qui reste hors de tout débat politique). Ceux qui conseillent plus ou moins franchement de céder sont ou convaincus que Moscou a raison, ou persuadés que Moscou est décidé à la guerre. Dans le premier cas, on s'étonne qu'ils aient attendu plus de dix ans pour le dire. Dans le second cas, ils justifient la résistance à Moscou, tout en la désarmant. La seule question c'est de savoir ce que l'Europe occidentale peut consentir sans se détruire. Si l'abandon de Berlin est inacceptable — ce que nous pensons — le dire immédiatement et fermement, c'est peut-être la dernière chance de paix...

En formulant la question : **mourir pour Berlin**, on se rajeunit de vingt ans. A cette époque, on se demandait s'il fallait **mourir pour Dantzig.** Seulement, la référence est triplement fâcheuse. Un intellectuel néo-socialiste qui avait refusé de mourir pour Dantzig, engageait trois ans plus tard ses partisans à mourir pour l'Europe... hitlérienne. Et Dantzig représentait une des revendications allemandes de 1919, tandis que le vassal de Khroutchchev ne s'installera à Berlin que par la force. Enfin l'exemple même de Dantzig prouve l'impossibilité pour une ville libre de subsister, au milieu d'un territoire dont le sort dépend de la puissance des armes.

Mais il y a aussi les sages conseillers et commentateurs. Ceux-là apprécient... « objectivement » les arguments khrouchtcheviens. Il faut bien respecter les droits du peuple de l'Allemagne de l'Est. Il faut aussi consulter la Pologne et la Tchécoslovaquie, intéressées au règlement de la question allemande. Hitler au moins avait la franchise de laisser ses gauleiters à l'office lorsqu'il négociait avec ses pairs. **Il n'y a qu'un moyen d'entendre les peuples polonais, tchèque, allemand et... russe, c'est de leur donner la parole, après avoir rétabli les libertés fondamentales** (1).

Il n'y a pas d'autre solution à la question allemande que **des élections libres d'où sortirait un gouvernement unique pour les deux Etats.** Mais on peut fort bien concéder aux post-staliniens une consultation inspirée des précédents soviétiques de 1905

(1) Le cas de la Pologne est significatif. Gomulka, plus... « habile » (!) qu'Imre Nagy a mis fin à la démocratie ouvrière spontanée... et a maintenu le pacte de Varsovie. Quant aux dirigeants de l'Allemage de l'Est, ce sont de purs produits staliniens.

et de 1917. **Que seuls les travailleurs votent en Allemagne... « socialiste » ! Avec pleine liberté pour toutes les tendances, tous les partis ouvriers.** On connaît les résultats à Berlin-Ouest. Le 7 décembre 1958, les socialistes obtiennent 849.883 voix (684.906 en 1954) ; les chrétiens sociaux 608.297 (467.117 en 1954) ; les communistes tombent de 41.375 en 1954 à 31.520 en 1958. Au printemps 1946, les occupants soviétiques imposèrent, dans leur zone, la fusion des partis social-démocrate et communiste. A Berlin, où l'on se détermina librement, **82 % des inscrits socialistes refusèrent d'abandonner leur parti.** Et en juin 1953, spontanément, les ouvriers de Berlin-Est ont voté contre Moscou... avec leurs poings nus.

Il est vrai que M. Bevan, porte-parole de la gauche socialiste européenne, reprend à son compte l'imposture stalinienne (2).

Il avait prévu que le premier gouvernement de l'Allemagne de Bonn serait de droite, « **car la grande masse des électeurs socialistes était en Allemagne de l'Est** ». Il nous faudra reprendre cette affaire, avec une documentation sérieuse. Faut-il déjà rappeler à M. Bevan que l'Allemagne de l'Ouest compte la Ruhr, Hambourg, Kiel — berceaux des révolutions de 1918 et de 1923 — compte aussi de grandes cités qui furent administrées par des sociaux-démocrates, que Kurt Eisner (martyr du socialisme allemand) fut porté au pouvoir en Bavière. Si l'Allemagne de l'Est, d'autre part, comprend une partie de Berlin et la Saxe prolétarienne, toutes ses autres provinces accordèrent à Hitler en 1933 plus de 50 % de leurs voix. N'est-ce pas là d'ailleurs que l'on trouvait les terres encore soumises au féodalisme des hobereaux ?

Au reste, on sait ce que représenta pour les Allemands de l'Est la conquête soviétique. Les atrocités militaires, sans doute. Aussi le transfert de six millions d'habitants des terres annexées par la Pologne et la Russie, à l'ouest de l'Oder, en plein hiver 1945-46, des femmes, des enfants, des vieillards, des malades (les hommes valides retenus prisonniers), dépouillés de tous leurs biens, entassés dans des wagons à bestiaux, d'où l'on déchargea des centaines de milliers de cadavres. Et la réouverture des camps nazis où les antistaliniens retrouvèrent leur place d'antihitlériens. Enfin les énormes démontages d'usines, et la mise en esclavage de 250.000 travailleurs dans les mines d'uranium des Monts Métallifères exploitées au profit exclusif de la Russie.

Le pâtissier Duclos a d'ailleurs raison de signaler l'emploi d'anciens chefs hitlériens. En janvier 1952, se tenait à Leipzig un congrès où d'anciens officiers supérieurs nazis, « rééduqués en U.R.S.S. » proclamaient leur volonté de servir le nouveau régime et de former les cadres de la nouvelle armée... populaire et pacifiste (!).

M. Bevan simplifie encore la vérité en affirmant que les industriels de la Ruhr ont financé le parti d'Adenauer. Ce n'est probablement pas totalement faux. Mais ce n'est certainement pas totalement vrai. Car les industriels de la Ruhr et d'ailleurs ont leur parti : le F.D.P. (Parti démocrate libre ou parti libéral) dont certains représentants ont combattu la politique occidentale de M. Adenauer et envisagé **l'unité allemande conditionnée par la neutralité et l'accord avec l'U.R.S.S.**

On peut donc déceler les choses sous les mots de M. Khrouchtchev. Affirmation de prestige sans nul doute, que l'abolition du statut de Berlin. Mais le but que l'on veut atteindre à plus ou moins longue échéance : **c'est la rupture entre l'Allemagne et l'Occident, une nouvelle alliance germano-russe... dont la Pologne sera peut-être encore la victime.** Pour cela, on ne compte plus beaucoup sur les partis communistes. Le nationalisme allemand est beaucoup plus rentable. Et l'imbécile germanophobie française peut l'alimenter copieusement.

Pourquoi ne pas ajouter à ces motifs de tenir à Berlin, celui que nous inspire la plus élémentaire solidarité internationaliste ? Les post-staliniens veulent obstruer la brèche par laquelle chaque jour passent des centaines de réfugiés, en grande majorité des travailleurs et des jeunes. Et l'accueil souvent décourageant qu'ils reçoivent à l'Ouest ne diminue pas la densité et la constance de ce plébiscite silencieux. Faudra-t-il que notre lâcheté abandonne ces combattants de la Liberté, comme nous avons laissé s'accomplir l'assassinat des héros hongrois ?

(2) « L'Express » du 5-3-59.

A l'écoute du grand sorcier

C'est Baudelaire, je crois, qui employa le premier le terme de sorcellerie évocatoire, pour définir la suggestion poétique qui, par la musique des mots — plus que par leur sens — insinue en l'esprit des « **choses infinies** » sous de « **confuses paroles** ».

On n'oserait comparer M. Khrouchtchev à un poète symboliste. Son éloquence brutale semble propre à diffuser une pensée claire. Et la crainte qu'il inspire aux chroniqueurs occidentaux renforce l'hommage rendu à sa puissance.

Depuis la disparition d'Hitler et de Staline, aucun homme n'avait bénéficié d'une audience mondiale aussi large et aussi respectueuse. La terre entière prête l'oreille, soit que le dictateur lise — sans fatigue apparente — cent quatre-vingt-dix pages d'un rapport général, soit qu'il lance de grossières boutades aux Occidentaux, soit qu'il insulte bassement ses ennemis de l'antiparti réduits au silence de l'écrasement ou à la reptation dans la boue.

MOI, J'AI FAIT CELA MACHINALEMENT... (Boulganine dixit).

L'éloquence de M. Khrouchtchev, pour claire qu'elle soit, est-elle démonstrative ? Sans doute, car personne parmi les commentateurs occidentaux qualifiés ne s'est permis de discuter les jugements qu'elle porte. Il est vrai qu'il s'agit de motiver après coup des condamnations déjà accomplies.

« **La justice est sujette à la dispute, la force est très reconnaissable et sans dispute** », disait Pascal. Il suffit donc de faire que ce qui est fort soit juste. Ainsi on admet, sans réserves, l'amalgame de l'antiparti... alors qu'on classait Molotov et Kaganovitch parmi les staliniens endurcis, Malenkov à la tête des libéraux, Boulganine et Chepilov parmi les meilleurs soutiens de Khrouchtchev. Ce qui est tout à fait « stalinien »... c'est la misérable platitude du bon gros Boulganine qui en séance publique s'accuse et charge... ses complices. Lors de la première offensive contre lui, Trotsky nous avait paru s'abaisser en exprimant sa soumission par cette formule : **On n'a jamais raison contre son Parti.**

C'était tout de même autre chose que le sinistre avilissement d'un bonhomme qui a assumé les plus hautes responsabilités dans l'Etat soviétique et qui se présente aujourd'hui sous l'aspect d'un gamin vicieux mouchardant ses copains pour sauver sa tartine... même de pain sec !

COMMENCEMENTS IDENTIQUES...

Ceux qui écoutent M. Khrouchtchev avec un respect complaisant décèlent encore plus de promesses que

de réalisations dans sa hotte de Père Noël portant friandises et... verges. Ce n'est plus Staline... et le style du XXI[e] congrès du Parti russe inspire à M. Duverger (du « Monde ») des rêves de démocratisation.

Khrouchtchev commençant n'évoque pas Staline finissant. Mais celui-ci n'a pas commencé dans l'apothéose d'une mégalomanie sanglante. Au congrès d'octobre 1924 qui suivit la mort de Lénine, le renoncement de Trotsky fut salué, selon le compte rendu officiel, par un tonnerre d'applaudissements. Deux ans après, le leader de l'opposition achevait son intervention dans le tumulte de vociférations et d'injures, orchestré par la sonnette présidentielle, percé par la psalmodie lugubre d'un chantre stalinien : **une messe pour l'âme de Trotsky.** En novembre 1927, c'était l'exclusion du Parti. En janvier 1929, la proscription. De 1936 à 1939, il était brûlé en effigie comme « crapaud visqueux, vipère lubrique, agent, alternativement des impérialistes occidentaux et de l'hitlérisme », cependant que ses... « complices », c'est-à-dire tous ceux qui avaient « **fait** » la Révolution d'octobre 1917, étaient totalement liquidés. Le 20 août 1940, un coup de piolet sur le crâne du grand anti-Staline parachevait le triomphe des deux alliés : de Hitler sur les démocraties occidentales, de Staline sur les révolutionnaires russes.

Il ne s'agit pas d'un homme, mais du symbole d'une foule innombrable. Au sommet, **98 fusillés sur les 139 membres du comité central élu en 1934 ;** à l'étage inférieur, **1.108 sur les 1.956 délégués au congrès de 1934.** On peut calculer ce que cela représente de victimes à la base...

Tout cela nous le savons, grâce à M. Khrouchtchev, qui a établi le passif du régime stalinien. Mais ne figure-t-il pas, lui, dans l'actif ? C'est sous Staline que s'est formé le dictateur actuel. Sans Staline, il n'existerait pas, quoique prétendent aujourd'hui ceux qui lui composent un passé légendaire, afin d'expliquer leur servilité ou leur complaisance...

On voit qu'il commence comme Staline. Aura-t-il la force et le temps d'aboutir aux mêmes excès ? On ne peut l'assurer. Mais on peut logiquement le craindre.

FANTOMES DU XIX[e] CONGRES DU PARTI COMMUNISTE RUSSE

Le rapport de M. Khrouchtchev au 20[e] congrès de 1956 fut-il une sorte d'alibi, un plaidoyer retardé ou préventif (s'il a aidé une... justice trop lente), ou un réquisitoire pré-établi contre les mauvais conseilleurs ou les serviteurs trop zélés de Staline ?

Le Premier soviétique reste fidèle toutefois au système de l'accusation rétroactive. Ne vient-il pas de proclamer, le 14 février à Riazan, que Malenkov (successeur de Staline avant-hier, dégradé hier, déshonoré aujourd'hui) « **avait menti au XIX[e] congrès du Parti** » **en déclarant que le problème des céréales était alors résolu en U.R.S.S.** ». Or il paraît qu'à la même époque, « **il n'y avait pas de pain dans une ville de la région de Riazan** ».

Mais Khrouchtchev participait au XIX[e] congrès, sous Staline, réuni du 5 au 14 octobre 1952 (soit **13 ans** après le XVIII[e]). Son lieutenant actuel, M. Mikoyan y rendait un hommage hautement motivé à Staline qui « **prouve sa sollicitude permanente pour l'homme soviétique et son bien-être, se soucie personnellement et constamment du ravitaillement de la population en bonne nourriture saine, a provoqué la construction d'usines pour la déshydratation des pommes de terre, etc.** » Et le pays va vers « **la victoire du communisme sous la conduite de notre guide et éducateur, le génial architecte du communisme, notre cher camarade Staline.** » Et au cri de « **Gloire au grand Staline** », tout le monde s'est levé au milieu de longs applaudissements enthousiastes.

En passant, M. Mikoyan avait précisé que « **le problème des céréales a été définitivement résolu, ainsi que l'a dit avec entière raison, le camarade Malenkov.** »

M. Khrouchtchev a parlé aussi, et longuement. A cette époque, il ne s'occupait encore ni du pain, ni des vestes, ni de biologie, ni de politique internationale. Il ne rapportait que sur les statuts du parti. Et il faut bien souligner son libéralisme. On n'accordait jusque-là aux membres du parti que le droit de « **prendre part aux débats en ce qui concerne les questions pratiques de la politique du parti** ». M. Khrouchtchev juge ces formules restrictives et imprécises. Et Staline, moraliste, législateur autant qu'architecte ayant dit « **...qu'en vérité, l'autocritique est indispensable autant que l'air et l'eau** », son fidèle disciple et futur successeur obtient l'unanimité du congrès pour ces dispositions démocratiques :

« **Le membre du parti a le droit de participer aux débats, aux réunions et dans la presse au sujet des questions de la politique du parti...** »

« **...D'exiger sa participation personnelle dans tous les cas où une décision doit être prise au sujet de son activité ou de sa conduite.** »

Des esprits curieux chercheront les déclarations de Molotov, de Malenkov, de Kaganovitch... dans les comptes rendus des réunions et dans la presse soviétique. Curiosité que M. Duverger jugerait impertinente. On vous parle des droits des membres du Parti. Les gens classés par M. Khrouchtchev dans l'anti-parti peuvent-ils s'y référer ? Ajoutons que M. Khrouchtchev garde, comme Staline, le contrôle des admissions. Le recrutement du Parti est organisé comme la sélection de cadres dans une armée. M. Khrouchtchev comme Staline n'est responsable que devant un groupe dont la composition dépend de son pouvoir arbitraire, qui peut être purgé et renouvelé selon son bon plaisir.

EXPERTS, PROPHETES, VOYAGEURS... DE 1952 !

Il est en Amérique et en Europe des spécialistes des études soviétiques qui, par de minutieuses prospections et de laborieux recoupements, tentent de découvrir les réalités russes, qu'ils confrontent ensuite avec les thèmes successivement contradictoires de l'éloquence post-stalinienne. Mais des experts progressistes et libéraux acceptent au contraire a priori les affirmations officielles et accordent aux mots staliniens et khrouchtcheviens une valeur indiscutable. Il leur est facile d'illustrer leur démonstration par des statistiques orientées et les observations des voyageurs « désintéressés ».

Le 31 octobre 1952, M. Alfred Sauvy écrivait dans « le Monde » que « **le niveau de vie de l'ouvrier soviétique est encore inférieur actuellement à celui des Français, mais la différence est peut-être moins grande qu'on ne le croit et diminue régulièrement. Dans quelques années, l'écart pourra avoir changé de sens.** » M. Sauvy, professeur d'une autorité certaine et justifiée, a cru en la parole de M. Malenkov.

Croit-il aujourd'hui en celle de M. Khrouchtchev qui déclare qu'en 1952 « **les boulangers vendaient fort peu de pain, mais que maintenant** (Khrouchtchev regnante !) **il s'en vend en quantités suffisantes.** »

De braves gens qui reviennent de Russie rapportent en 1958 qu'il ont pu parler librement à des travailleurs qui ne se plaignent pas de leur sort, qui sont définitivement attachés au régime et qui travaillent avec enthousiasme pour dépasser les Etats-Unis. Ils sont cependant beaucoup plus discrets que ces voyageurs mexicains et norvégiens qui, le 26 novembre 1952, proclamaient : « **Tout ce que nous avons vu**

nous a convaincus que le peuple soviétique a une vie heureuse et opulente. Les revenus des travailleurs en U.R.S.S. ne cessent d'augmenter. Les gens soviétiques nourrissent un amour et une vénération incommensurables à l'égard de leurs chefs. Le nom de Staline — le chef, le maître, le grand constructeur — est sur les lèvres de tout le monde. Les gens prononcent ce nom avec un profond amour.

« Nous avons pu parler librement avec les ouvriers de leurs conditions de travail, des problèmes économiques et de leurs conditions d'existence. Les syndicats soviétiques sont des organisations authentiquement libres et démocratiques, fondées sur l'adhésion volontaire, avec des élections libres et secrètes à tous les échelons... »

Or, en 1956, M. Khrouchtchev décrit le régime stalinien comme la plus effroyable entreprise de terrorisme dirigé **« en fait non pas contre les vestiges des classes exploitantes vaincues, mais contre les honnêtes travailleurs du Parti et de l'Etat soviétique. »**

En mars 1957, il impose une reconstruction radicale de la direction de l'industrie et de la construction, rendue **« urgente à la suite d'énormes carences »**.

Pourquoi voulez-vous que nous accordions notre confiance à ceux qui se félicitent des opérations chirurgicales actuelles, après avoir célébré la santé et la croissance d'un corps affaibli par ces carences et rongé par ce cancer terroriste ? Et la lâche soumission de M. Khrouchtchev, de 1934 à 1953, est-elle un sûr garant de sa force infaillible en 1959 ?

Faut-il noter comme signes de démocratisation la réforme du Code pénal soviétique votée par le Soviet Suprême, en sa session de décembre 1958 ? **« l'accusé ne doit plus être taxé d'ennemi du peuple, c'est-à-dire condamné préventivement à la perte de la nationalité, des droits électoraux et à l'exil... avant que sa culpabilité ait été établie en fin de procès. La responsabilité pénale est élevée de 14 à 16 ans, sauf dans des cas de gravité exceptionnelle... »** Il faudrait insister sur ce qui reste et sur la répression des actes qualifiés trahisons.

Mais ce qui est supprimé existait donc avant décembre 1958, même la possibilité de **condamner à mort un enfant de quatorze ans pour crimes contre l'Etat ?** (possibilité qui n'est pas même totalement exclue). Si on le savait, pourquoi ne pas s'en émouvoir ? Si on l'ignorait, que valait la sympathique curiosité pour un régime dont on ne pouvait connaître les caractères atroces ? Et que valent actuellement les témoignages de ceux qui ont observé sur place la joyeuse confiance du peuple russe ?

LA SEULE CAUSE DES AMELIORATIONS

Il ne faudrait pas se méprendre sur notre pensée. Il n'est pas question de juger immuable le système stalinien, pas plus que de nier la gravité en son sein des contradictions internes. L'essor industriel, les progrès scientifiques et techniques de l'U.R.S.S. sont également hors du débat. Et cela implique normalement une amélioration des conditions matérielles et morales de la vie soviétique.

Seulement on doute de la constance d'une tendance : le processus de déstalinisation peut être stoppé et M. Khrouchtchev a peut-être renversé la vapeur dans sa marche à l'omnipotence.

On doute aussi de la corrélation établie entre les conflits au sommet et les nécessités économiques et sociales. Ce n'est pas parce qu'il a proposé les meilleures solutions aux problèmes posés que M. Khrouchtchev a vaincu ses ennemis. C'est parce qu'il les a vaincus qu'il s'est attribué le mérite d'une nouvelle politique. On pouvait en 1917 justifier la prise du pouvoir par les thèses de Lénine. Les thèses de M. Khrouchtchev aujourd'hui — comme celles de Staline hier — se justifient parce qu'il tient le pouvoir. Peut-être — les précédents rendent cette usurpation vraisemblable — ont-elles été volées à l'opposition.

On doute encore de l'influence efficace du système sur les progrès réalisés. Ce ne serait d'ailleurs pas pour nous un motif d'acceptation. Ou alors il faudrait glorifier l'esclavage, la guerre, l'exploitation capitaliste, le fascisme et l'hitlérisme, en tenant compte des quelques bénéfices que l'humanité a tirés de leur malfaisance...

Quant aux améliorations obtenues en U.R.S.S. et dans les Etats vassaux, la révolte et l'action directe les ont arrachées. Si le système impérial s'est assoupli, c'est parce que les travailleurs berlinois, tchèques, polonais, hongrois sont intervenus par les grèves et par les armes. Le régime concentrationnaire subsiste pour notre honte. Si pourtant de nombreux forçats ont été libérés, si des camps ont été dissous, si la situation des survivants et des nouvelles recrues est moins désespérante, c'est à la suite d'une lutte terrible, souvent sanglante, organisée par les déportés, **avant la mort de Staline.** On doit se référer au livre de notre ami Paul Barton, publié sous les auspices de la Commission internationale contre le régime concentrationnaire : **L'Institution concentrationnaire en Russie** (1930-1957). Ce n'est pas une brochure de propagande et de polémique. C'est un gros ouvrage composé avec toute la rigueur de la science historique et qu'aucun historien honnête ne pourra négliger. C'est autrement édifiant que les gloses sur les propos de M. Khrouchtchev...

Roger HAGNAUER.

Le deuxième volume d'Alfred Rosmer

Ce deuxième volume du « Mouvement ouvrier pendant la guerre de 1914-1918 » sera consacré principalement à la conférence internationale de Kienthal.

Le sujet est amplement traité grâce aux documents publiés à l'époque par le Secrétariat international : Préparatifs, appel, délégations, débats, résolutions et manifeste.

Ainsi sera écrite l'histoire authentique de cette deuxième Conférence de Zimmerwald, et, par là, seront rectifiées les inexactitudes répétées par des écrivains et des historiens peu soucieux de se reporter aux sources.

Importante par elle-même, la Conférence le fut plus encore par ses répercussions dans le mouvement ouvrier, par l'élan qu'elle donna aux manifestations de divers groupements d'opposition à la guerre : Syndicalistes, socialistes, anarchistes : Premiers meetings à la Bourse; premières grèves d'ouvriers de l'habillement ; action contre les dérisoires « salaires de guerre » imposés par les patrons « patriotes » ; premières grèves d'ouvrières des usines de guerre ; premiers congrès socialistes ; organisation des minoritaires ; conférences de la C.G.T. ; création d'un Comité de Défense syndicaliste, qui organise au sein de la C.G.T. l'opposition à la politique de reniement de Jouhaux et consorts, qui prétendent parler au nom de la C.G.T. tout entière.

Vous voudrez lire ce volume !

Aussi vous vous inscrirez comme souscripteurs à la R.P. ou au Cercle Zimmerwald.

La France du 13 mai vue par nos amis belges

Dans son article de tête du Syndiqué du Livre *belge de février, notre camarade Jean De Boé, le secrétaire des typos de Bruxelles, a fait un certain nombre de remarques, importantes à nos yeux, sur la situation qui résulte pour la France de la tempête réactionnaire du 13 mai 1958 :*

L'exemple de la France est édifiant... Le plus navrant, c'est qu'il y avait eu un précédent, celui de l'Allemagne en 1932. Sans doute, l'étape de 1933 n'est pas encore franchie en France mais, déjà, tous les instruments légaux de la dictature sont en place. Il suffira maintenant de quelques incidents, provoqués ou spontanés, pour que la terreur militaire s'ajoute à la réaction politique.

A l'heure où tout est consommé, où la Quatrième République s'est fait hara-kiri et que la Cinquième étend sa main de fer sur le peuple, ils sont nombreux les travailleurs français à regretter amèrement leur aveuglement. Il est sans doute un peu tard. Nous l'avons déjà dit : en politique, rien n'est éternel, mais il faudra beaucoup de sang pour reconquérir les libertés perdues.

De Boé voit-il la situation trop noire ? C'est possible, mais ce n'est pas sûr. Seul l'avenir nous le dira. En tout cas, la situation est indiscutablement grave.

Sous le prétexte d'éviter en mai et en juin derniers ce qu'on a appelé de divers côtés « l'abominable épreuve d'une guerre civile » ne s'est-on pas rendu sans combattre, n'a-t-on pas laissé la Réaction triompher sans avoir à se battre ?

La victoire de la Réaction, de la Réaction capitaliste et de la Réaction militaire, la montée de l'armée au pouvoir, l'ascension des technocrates aux leviers de commande de l'économie, comment cela a-t-il été possible ?

Comment la classe ouvrière a-t-elle été désorientée et désarmée à ce point ?

Nos staliniens peuvent se dire que leur responsabilité est grande. A vouloir paraître plus patriotes que nos chauvins traditionnels, à donner à leurs quotidiens de partout le titre de « Patriote » de la Loire, de Nice et de Quimper-Corentin, ils ont brouillé la vue de la classe ouvrière et lui ont fait oublier le sentiment internationaliste ; ils ont rendu à l'armée son crédit des temps anciens. De même qu'en mettant les Soviets comme enseigne à l'étatisme totalitaire russe ils ont commis la plus grande escroquerie morale de ce siècle.

De son côté la S.F.I.O., en laissant Guy Mollet, Lacoste et Lejeune faire des années durant en Algérie la politique de la bourgeoisie, a cassé bras et jambes à la classe ouvrière et à tout ce qu'il était convenu d'appeler la gauche française.

Et maintenant, pour ne pas plonger plus bas, pour se ressaisir, que reste-t-il à faire aux ouvriers, aux paysans de France ? — P. M.

DE LAFOND A LAPEYRE

Des gens bien informés habituellement ont écrit que M. Michel Debré avait offert le ministère du Travail à André Lafond. Celui-ci aurait été disposé à accepter mais il se serait finalement résigné à refuser devant le veto absolu de Bothereau.

Dire que c'est le réformiste Bothereau qui a empêché l'ex-révolutionnaire André Lafond de commettre une saloperie.

Lafond risque fort d'être vidé du secrétariat de F.O.

Mais en contre-poids il serait question d'allonger un bon coup à Lapeyre pour activité fractionnelle. Le Mouvement Syndical Uni et Démocratique, lancé par les Trois pour préparer l'unité syndicale, vient de se constituer en association dans le cadre de la loi de 1901 avec cotisations individuelles et prélèvement sur les cotisations syndicales des organisations adhérentes.

Au dernier congrès du Livre, Ehni aurait insinué, paraît-il, que le M.S.U.D. vivait avec le soutien financier de la Franc-Maçonnerie. Cela pour embêter Bernard, le secrétaire des typos parisiens, franc-maçon paraît-il. Naturellement cette affirmation était inexacte et assez idiote. Mais le M.S.U.D. a tenu à montrer d'où venaient ses ressources.

Ce n'est pas tout de même une raison pour que les dirigeants de F.O. puissent chercher à se consoler de frapper Lafond en cognant en même temps sur Lapeyre

LE BOURRE EN BONNE COMPAGNIE

Dans l'article de tête du « Figaro » du 16 février, M. André-François Poncet rend compte d'un colloque organisé par un « Mouvement pour une société libre » :

« Avec l'aide d'un petit groupe d'amis, parmi lesquels figurent des hommes de haute qualité, Jacques Rueff, Robert Schuman, René Mayer, Maurice Faure, Raymond Le Bourre, René Courtin, Rougier, Massenet, Thierry Maulnier, Jean Coutard, le professeur Allais a établi et rédigé ce qu'on appelle « un manifeste ». En réalité, c'est un code, on pourrait presque dire une bible du libéralisme moderne. »

Précisons : une bible du libéralisme capitaliste moderne. Un libéralisme qui ne se soucie guère de la liberté pour la classe ouvrière. Le nom cité en tête de cette liste d'hommes de haute qualité, M. Jacques Rueff, éclaire le sens de ce libéralisme.

Que va f... Le Bourre en telle compagnie ?

On ne sera pas cependant tellement surpris de l'y trouver. Il est même naturel qu'il aille combattre le communisme en compagnie de ces éminents bourgeois réactionnaires. Mais en le faisant, il fait admirablement l'affaire des totalitaires staliniens.

Le 6e Congrès Fédéral F. O. du Gaz et de l'Electricité

Ce congrès doit-il être considéré comme un prélude du prochain congrès confédéral de la C.G.T.-F.O. ? D'aucuns le pensent. Ce qui est vrai, c'est que le mécontentement ouvrier — même des salariés « petits bourgeois » — permet de prévoir que l'aspect vivant des assises de la Fédération Nationale de l'Electricité et du Gaz Force Ouvrière, tenues du 8 au 11 février 1959 salle des Fêtes de la Mairie de Puteaux, qui était très différent des congrès précédents, se reflétera au congrès confédéral F.O.

Fut-il, pour autant, un grand et beau congrès ? Ce serait beaucoup dire. Pas mauvais ? C'est plus honnête. En tout cas, pas exaltant au point de « regonfler » les militants syndicalistes qui ont perdu leurs illusions (que l'ami Clément Delsol m'excuse) sur « les possibilités de Force Ouvrière » en tant que « pôle attractif du Mouvement Syndical ».

Quoi qu'il en soit, ce sixième congrès fédéral, outre une forte participation de la province (330 délégués) et de la Région Parisienne (80 délégués), se signale par l'originalité de débats suivis où les problèmes par trop style « tripe-merdicale » furent quelque peu abandonnés au profit de soucis graves issus du pronunciamiento du 13 mai 1958.

* * *

Je pense néanmoins que si la tournure de ce congrès s'est rapidement élevée au-dessus d'étroits intérêts corporatifs, nous le devons pour une bonne part à notre camarade Monteillet, de Clermont-Ferrand, qui, d'entrée (deuxième orateur inscrit), mettait le feu aux poudres. Il contesta l'efficacité de la participation consultative du syndicalisme ; de cette politique de figuration aux divers organismes de tutelle de prétendues « nationalisations » qui s'avèrent, en réalité, n'être qu'une vulgaire caricature d'une « étatisation » d'industries-clefs. Il fustigea les responsables de l'atonie du mouvement ouvrier en général, réclama avec force un renforcement du syndicalisme par son retour à l'esprit de la Charte d'Amiens et conclut sur la nécessité impérieuse d'un regroupement des forces ouvrières de ce pays sur les bases définies par le Mouvement Syndical Uni et Démocratique (M.S.U.D.).

* * *

L'allant était donné. Et tour à tour, soit à la tribune du congrès, soit au sein de la Commission de l'orientation syndicale. les militants se passionnèrent sur les problèmes tels que : « Indépendance » ou « Travaillisme », « Unité d'Action », « Regroupement syndical », « Cartel politico-syndical », Adhésion au M.S.U.D. »... Voire sur la position funambulesque de certains bonzes confédéraux. A croire, selon un délégué, que nous n'avons décidément pas de chance avec « nos » confédéraux... avec cette histoire de l'Histoire « les treize complots du 13 mai » (1).

Notons au passage que l'accueil fait à Robert Bothereau qui, entre deux courses, vint le dernier jour du congrès apporter le salut de la Confédération, fut des plus froids et juste courtois.

* * *

Certes, parce que cela est l'expression de la vérité, il est sans doute admirable de pouvoir écrire dans un compte rendu officiel du congrès (« Force Ouvrière » du 19-2-59) « qu'en toute franchise, et en toute liberté aussi, ils (les orateurs) ont pu développer leurs opinions sur tous les problèmes syndicaux, corporatifs, confédéraux et économiques.... ». Il serait regrettable cependant de ne pas dire ici que ce sixième congrès de la Fédération F.O. de l'Electricité et du Gaz fut aussi le théâtre opérationnel d'une tendance qui — elle — n'a pas dit son nom, mais qui se manifesta surtout lors de la désignation des membres au Comité fédéral national. C'est ainsi que « les organisés » au sein de la chapelle des crocs-en-jambe firent occultement circuler de bouche à oreille une liste de proscrits qu'il fallait liquider à grands coups de crayon.

Le curieux de cette Saint-Barthélémy des pèlerins de Puteaux est que pêle-mêle les victimes présumées étaient, outre les partisans du « M.S.U.D. », tels Monteillet, Beregovoy, Touroude, le secrétaire général sortant Charles Werbrouck, la secrétaire administrative sortante Simone Uze, Grasse, Chauveau, et j'en passe. Le fait est moche! La manœuvre, éventée à temps, obligea néanmoins à certains redressements d'opérations afin d'éviter le scandale.

⁂

Mais comme me le disait un copain à l'heure de l'au revoir, si tout est bien qui semble finir bien, il n'empêche que la méthode de la liquidation des syndicalistes fut une des raisons qui motiva notre départ de la C.G.T. Puissent donc, ceux qui à Puteaux employèrent ces mêmes méthodes que les « cocos » utilisèrent pour s'emparer de la maison, réfléchir sérieusement sur leur comportement.

Francis DUFOUR.

(1) Nous avons appris en effet qu'au cours de ce congrès plusieurs délégués ont posé le cas Lafond, compromis dans ces complots. — N.D.L.R.

UNE DECISION, ET TOUT DE SUITE

Le bureau de l'Ile-de-France des P.T.T. Force Ouvrière nous communique l'ordre du jour suivant, par lequel il réclame — comme nous — une décision concernant André Lafond.

André Lafond, secrétaire confédéral ayant été mis en cause à propos des événements de mai 1958 dans un article du journal « France Soir » du 24 janvier 1959.

Le Bureau Régional de l'Ile-de-France de la Fédération Syndicaliste des P.T.T., réuni le mardi 27 janvier 1959,

INVITE instamment le Bureau Confédéral à obtenir un démenti de l'intéressé ou à défaut, déchoir celui-ci de ses mandats syndicaux.

DANS LE BATIMENT

A quand les délégués à la sécurité ?

Avec la fin de l'année 1958, le record pour le nombre d'accidents graves a été battu. Les journaux en ont parlé, mais...

En voici un, dont l'auteur de ces lignes a été témoin direct, bien que ne travaillant pas à la même entreprise que celle où survint le drame. Voici : Nous installions une canalisation électrique rue de Paris à Boulogne, et nous en étions à la dernière phase du tirage des câbles, quand nous entendîmes des cris et un énorme « floc » sur le bitume. Un échafaudage volant, accroché par des cordes à l'une des cheminées de l'immeuble portant le numéro 11, venait de basculer en oblique. Un compagnon peintre avait été précipité dans le vide. Atteint de fractures aux deux jambes, blessé à la tête, le blessé hurlait et appelait au secours. Nous fîmes de notre mieux en attendant les secours officiels. Tout occupés à le soigner, nous ne vîmes pas un autre compagnon, un jeune, qui s'accrochait désespérément aux filins d'acier de l'échafaudage, allait perdre pied et tomber à son tour. Des ouvriers marocains l'avaient aperçu, grimpaient aux étages et par une des fenêtres agrippaient le malheureux et le descendaient. Le car de police-secours arrivait.

L'exemple de solidarité des travailleurs marocains se portant au secours d'un compagnon français vaut la peine d'être signalé. (Dans « l'Aurore » du 22 novembre 58, le compte rendu prend quelques libertés avec l'exacte vérité, involontairement sans doute, au sujet du sauvetage du jeune homme. Passons. Ce journal publie également au sujet de l'accident : « Une enquête devait rapidement déterminer les causes de ce tragique accident. L'échafaudage, appartenant à l'entreprise de peinture Romet, 4, rue Angélique-Compoint, était arrimé au toit ; soudain une des cordes qui le soutenait se rompit pour une cause indéterminée. Il faut que les responsabilités soient rapidement établies. »)

Si l'échafaudage s'est mis en oblique, c'est qu'il était fixé à la cheminée par une simple corde. Une chèvre (2 planches clouées en croix de saint-andré) maintenait l'équilibre. Il y en avait quatre sur le bord du toit, près de la gouttière, toutes fixées aux cheminées à la perpendiculaire, mais pas reliées entre elles pour les empêcher de se retourner. Même si elles avaient été reliées entre elles, cela ne veut pas dire que les ouvriers auraient travaillé en toute sécurité. En effet, les cheminées sont plus ou moins vétustes, et de plus, elles n'ont pas été construites pour supporter le poids de plusieurs échafaudages volants, d'un type assez lourd, celui de deux hommes et de leur matériel.

Voilà un exemple du support fragile et des moyens qu'utilisent les entrepreneurs de ravalement pour effectuer les travaux aux moindres frais. Par ailleurs, nous savons de source sûre que les intéressés travaillaient au métré, autrement dit à la tâche. D'où une certaine négligence dont ils sont toujours les victimes. L'homme à la tâche oublie de prendre les mesures de sécurité les plus élémentaires, poussé qu'il est par l'appât du gain.

Une seule conclusion valable si l'on veut mettre fin à ces trop nombreux accidents : plus de cordes à nœuds, plus d'échafaudages volants (il existe aujourd'hui des échafaudages tubulaires qui offrent toute garantie). Mais aussi, plus de travail à la tâche, car il faut que ce soit l'ouvrier qui veille lui-même sur sa sécurité dans le travail. Il y a négligence générale, négligence coupable, avec comme premier responsable le patron.

Mais ça continue...

Le 26 du même mois de novembre, « Paris-Journal » publie : « Double accident du travail à Fresnes — un mort, deux blessés ». Et sous le titre, voici l'information : « Deux accidents du travail qui devaient faire un mort et deux blessés ont eu lieu à quelques minutes d'intervalle hier après-midi sur un chantier de construction d'H.L.M., situé 16, avenue Henri-Barbusse à Fresnes. Le travail venait de reprendre depuis plus d'une demi-heure sur le chantier dit du « Clos de Garenne » où se construisent actuellement 1000 logements, lorsqu'un éboulement se produisit dans une tranchée profonde de 2 m. 50 où deux ouvriers travaillaient à la pose de conduites d'égout. »

Savourez en passant la déclaration du chef de chantier qui à nos yeux a sa part de responsabilité :

« Je venais de prendre des mesures pour préparer les étais et je revenais vers la tranchée, a dit le chef de chantier M. Degondora, employé par une importante entreprise de travaux publics, lorsque je me suis rendu compte de la catastrophe : mes deux manœuvres, Amar Mansaoui et Nouri Salah, avaient disparu sous plus d'un mètre cube de terre glaise... »

(On ne donne pas le nom de l'entreprise...)

« Quelques instants plus tard, aidés par les ouvriers, les sapeurs-pompiers de la caserne d'Antony commençaient les opérations de sauvetage. Malgré l'épaisse couche d'argile on entendit l'un des deux manœuvres algériens appeler au secours. Grâce à l'oxygène insufflé dans la cavité d'où parvenaient les appels, les sauveteurs purent soutenir les ouvriers avant de les dégager. Au bout d'une demi-heure d'efforts, le plus jeune des deux hommes était enfin arraché à la boue. Fortement contusionné, Amar Mansaoui, 27 ans, fut transporté aussitôt à l'hôpital Cochin. Son camarade Nouri Salah, dont la femme et les cinq enfants vivent en Algérie, ne fut retiré de la tranchée qu'après une heure. Il devait mourir avant son admission à l'hôpital. »

Le journal cite encore une déclaration du chef de chantier : « Une demi-heure plus tard, l'accident ne se serait pas produit. J'allais commencer l'étaiement : la partie du terrain dans laquelle nous creusions la tranchée ne semblait pas solide. » Le reporter indique : « L'enquête ouverte par le commissariat de Choisy-le-Roi et le rapport de l'inspection du travail établiront dans quelle mesure il y a eu ou non négligence de la part de l'entrepreneur qui n'a pas fait étayer sa tranchée avant de poursuivre les travaux. »

Ici encore, il y a négligence grave. Car enfin, il faut au moins respecter les clauses et conditions générales du cahier des charges, dont sans aucun doute l'entrepreneur (que l'on ne nomme pas) a pris connaissance en temps opportun.

Quant au chef de chantier — dont les déclarations en disent long à celui qui connaît le métier — les mesures qu'il allait prendre semblent bien tardives. On n'attend pas d'être à 2 m. 50 de profondeur, surtout dans la glaise, pour étayer une tranchée. On n'attend même pas deux mètres, ni un mètre, mais on étaie dès le début, c'est-à-

dire à 30 ou 40 centimètres, juste l'épaisseur des étais. Si l'on fait creuser le premier mètre par un engin mécanique — et c'était sans doute le cas — le danger est encore plus grand, et l'étaiement est immédiatement nécessaire.

Avait-il seulement le bois indispensable pour l'étaiement ? On nous permettra d'en douter.

Quant à sa déclaration sur son impression du peu de solidité du terrain, elle nous fait poser une question : « Pourquoi a-t-il alors laissé ses deux manœuvres en danger, et pourquoi ne les a-t-il pas envoyés chercher des étais ? » On ne laisse pas des ouvriers dans une tranchée qui « semble » menaçante. Et le fait qu'il s'agissait de manœuvres est aggravant.

Pourquoi cette entreprise qui ne dit pas son nom n'emploie-t-elle pas des ouvriers qualifiés pour ce genre de travail, c'est-à-dire des mineurs-boiseurs ? Il est vrai qu'il faudrait les payer plus cher. Alors on préfère des manœuvres qui coûtent moins cher et à qui on fait effectuer des travaux qui ne sont pas de leur compétence.

Le pauvre Nouri Salah, 33 ans, n'ira pas finir ses vieux jours en terre natale. L'incurie patronale française l'aura frappé en pleine jeunesse. Incurie du chef s'il y avait des étais ; incurie du chef et de l'entrepreneur s'il n'y en avait pas. Responsabilité du patron en toute hypothèse, et pour ne pas avoir respecté les clauses du marché et pour avoir embauché des ouvriers non qualifiés pour un travail qualifié. Rapacité ? Appât du gain ? Dans les deux cas, comportement inhumain.

Mais jamais deux sans trois...

A cinq minutes d'intervalle, à l'autre extrémité du chantier, un ouvrier boiseur travaillant au décoffrage, employé par une maison de gros œuvre, tombe du premier étage. Jean Escoda-Cordilla souffre de diverses fractures.

Dans le journal, le nom de la victime est cité, mais pas celui de l'entreprise. L'anonymat est de règle.

La série continue...

Le 27 novembre 58, une information laconique est publiée dans la presse : « Un terrible accident du travail s'est produit hier à Saint-Cloud. Un ouvrier travaillant au coffrage du septième étage d'un immeuble en construction est tombé d'une hauteur de 20 mètres. Le malheureux, un ouvrier d'origine italienne, Sergio Cacefri, 30 ans, tournait le dos au vide. C'est en voulant saisir une planche que lui tendait un camarade qu'il a perdu l'équilibre. Il a été tué sur le coup. »

Quelques lignes pour signaler qu'un homme en pleine force est passé de vie à trépas. Encore un qui est venu en France, alléché par les promesses de ceux qui recrutent pour les entrepreneurs et les travaux publics. Encore un émigré qui a cru trouver ici le moyen de gagner beaucoup d'argent. Et il a grossi la troupe de ceux pour qui les lois sociales et les conventions collectives n'existent pas (Remarquez en passant qu'il n'y a jamais eu de gendarmes pour faire respecter les lois sociales). Un de plus que les patrons font travailler dans n'importe quelles conditions, logent sur les chantiers ou dans les foyers, font peiner dimanches et jours fériés, sans souci des huit heures, avec l'espoir des 30.000 francs par semaine à condition de travailler à la tâche. Combien de Français en font d'ailleurs autant ! Jusqu'au jour où, comme Sergio Cacefri, allant toujours plus vite, sans garde-fou protecteur, un pas en arrière coûte la vie à trente ans, le rêve et le soleil d'Italie.

A propos : toujours pas de nom d'entreprise. Et l'inspection du travail, où est-elle ?

Et un dernier cas typique. La presse du 27 décembre publie : « A Châtillon-sous-Bagneux : ensevelis dans une tranchée, les deux terrassiers sont sauvés de justesse. » Et après ce titre, le texte suivant : « Il était environ 10 h. 30. Deux ouvriers, André Gallois et Merina Baujema attaquaient à la pioche les parois d'une tranchée profonde de 4 mètres. Soudain, des étais se rompirent et plusieurs mètres cubes de terre s'éboulèrent sur les deux hommes. Alertés par le bruit, les autres membres de l'équipe se précipitèrent dans l'excavation. On ne voyait même plus les corps des deux ensevelis. Après un quart d'heure d'efforts, Boudjema était dégagé : il souffrait de contusions fortes. Gallois, retrouvé quelques minutes plus tard, s'était évanoui. Les deux ouvriers ont été admis à l'hôpital Broussais où l'état de M. Gallois inspire des inquiétudes. »

L'auteur de ce qui suit n'est pas journaliste et il ne prétend pas avoir les qualités pour l'être, mais s'il lui arrivait d'établir un rapport objectif, il ne manquerait pas de signaler le nom et l'adresse des entrepreneurs. A lire la presse, on croirait qu'ils sont tabous. A part « l'Aurore », pour le premier article cité, aucun journal ne les fournit.

Reprenons la relation : il apparaît que la tranchée était insufisamment étayée, car si les ouvriers attaquaient la paroi à la pioche en travaillant à 4 mètres de profondeur, ils faisaient un dressage de la tranchée. Or, on n'attend pas d'être à 4 mètres pour opérer un dressage de tranchée. Un mineur-boiseur le fait avant la pose des bois, évidemment, et avec le maximum de précautions suivant les circonstances, au fur et à mesure qu'il descend la tranchée.

Les deux hommes ont été sauvés grâce à la rapidité des réactions de leurs camarades, mais on imagine ce qui serait arrivé s'ils avaient été seuls au fond de la tranchée : morts par asphyxie.

Dans un appel récent. le Syndicat autonome du bois, bâtiment et travaux publics a revendiqué l'institution de délégués régionaux à l'hygiène et à la sécurité — du même type que les délégués mineurs — avec pouvoir exécutif. Nommés par les syndicats ouvriers et agissant sous leur contrôle, ces délégués suppléeraient à la carence des actuels systèmes de sécurité, y compris à celui de l'inspection du travail.

Après cette revue des accidents, nous affirmons que l'institution de délégués ouvriers pour le bâtiment et les travaux publics est, en ce qui concerne la sécurité, d'une criante nécessité.

Pierre RIGUIDEL, dit DICHAMPS,
Secrétaire du Syndicat autonome du Bois, Bâtiment et Travaux Publics.

Notes d'Economie et de Politique

L'EPREUVE DE FORCE ET SES PERSPECTIVES

Un fait me paraît certain : l'épreuve de force, à laquelle la Russie convie l'Europe pour la fin du mois de mai prochain, diffère fondamentalement de tout ce que la Russie a tenté jusqu'ici au cours de la « guerre froide ».

Toutes les menaces faites précédemment par les maîtres du Kremlin pour essayer d'arracher quelque chose à l'Occident (y compris le blocus de Berlin) n'ont jamais été basées que sur le bluff. Ou le bluff réussissait, l'Occident cédait, ou bien, au contraire, l'Occident résistait et Moscou, battait alors en retraite. A cette époque, la politique du Kremlin s'inspirait du mot d'ordre que Staline avait donné à ses agents d'Espagne lors de la Révolution : s'avancer aussi loin que possible, mais en ayant soin de se tenir toujours « hors de la portée des canons ».

Il ne pouvait en être autrement. Cela en raison de la *supériorité militaire écrasante* que possédait l'Amérique du fait qu'elle avait, au cours d'une première période, le monopole, et, durant une seconde période, une grande supériorité en armes nucléaires et dans les moyens de les délivrer. Ainsi que le disait fort justement Churchill, la bombe atomique est la seule chose qui empêchait alors la Russie d'attaquer l'Europe.

Aujourd'hui, il n'en est plus de même. Depuis le jour récent où elle a mis au point ses fusées intercontinentales, la Russie dispose de bombes nucléaires et de procédés pour les envoyer à destination, égaux, sinon même supérieurs, à ceux de l'Amérique. C'est pourquoi, pour la première fois, Washington et Moscou vont avoir à discuter sur un pied d'égalité. Pour la première fois, le Kremlin n'a pas à bluffer ; pour la première fois, il peut, sans crainte d'anéantissement, se tenir, non hors de la portée des canons, mais sous le feu des canons.

Les rapports de l'Est et de l'Ouest vont donc subir un changement décisif. Le temps est fini des rigolades de la guerre froide. Il ne s'agit plus d'une partie de poker où le succès va au plus audacieux ou au plus roublard, mais d'un match de boxe où la victoire revient au plus fort.

Peu importe donc Berlin ! Peu importe ce à propos de quoi Moscou jette le gant ! L'essentiel est que le gant est jeté et il s'agit de savoir s'il sera relevé.

Ce qui va se décider ce n'est pas seulement le destin de Berlin ou celui de l'Allemagne, mais celui de l'Europe tout entière. La vraie question qui se trouve posée par l'ultimatum du 27 mai — et les Russes en ont conscience plus que quiconque — c'est de savoir si l'Europe demeurera liée à l'Amérique ou si elle entrera dans l'orbite de Moscou.

Que Washington cède sur ce point particulier qu'est le statut de Berlin, et la preuve sera administrée que c'est Moscou qui est le plus fort. Or, si Moscou est le plus fort, il ne saurait faire autrement que de tirer toutes les conséquences de sa force : la domination de l'Europe en est la première.

Ainsi, notre sort à nous tous, Français, Allemands, Italiens, Néerlandais, Scandinaves, notre sort prochain, dépend de ce qui va se passer en mai et juin.

Il est toujours hasardeux d'essayer de prédire le cours des événements ; cependant, étant donné l'ampleur du drame, même l' « empirique » le plus déterminé ne peut pas ne pas interroger l'avenir ; il ne peut pas ne pas se demander comment va se dérouler cette épreuve de force, ou, tout au moins, quelles sont les manières *les plus probables* dont elle peut se dérouler... et s'achever.

Le jour où la Russie menacera d'obtenir de gré ou de force ce qu'elle demande, quelle sera la réaction de l'Europe, et quelle sera la réaction de l'Amérique ?

En ce qui concerne l'Europe, la réponse me semble faite : l'Europe se soumettra. Quoi qu'exige la Russie, du moment qu'elle l'exigera sous la menace des armes, ne fût-ce que celle des armes « classiques », l'Europe préférera acquiescer plutôt que de risquer la guerre. Cela sera dû notamment au fait que, contre la Russie, la France est le réduit du système défensif de l'Europe et que lorsque le réduit se rend à l'ennemi, il n'est plus de défense possible ; or la France sera le premier de tous les pays d'Europe (peut-être avec sa sœur latine) à s'écrouler.

L'aplatissement des Français en 1940 devant Pétain imposé par Hitler, leur aplatissement, l'an dernier, devant de Gaulle imposé par Alger, en sont déjà un sûr garant. Il en est néanmoins des signes encore plus précis, tel le refus apporté par la France à l'établissement sur son sol de rampes de lancement pour fusées. Avez-vous, en effet, jamais vu un peuple décidé à se défendre qui refuse les armes qu'on lui propose alors que ces armes sont les seules qui lui permettraient de lutter à égalité avec l'adversaire ? Evidemment non ! Si donc la France a refusé, tant sous la République que sous de Gaulle, les armes qui, seules, lui permettraient une défense efficace, c'est que son siège est fait : elle est décidée à ne point se défendre ; la seule chose à laquelle est est résolue, c'est à se soumettre sans combat.

D'ailleurs, comment se défendrait-elle ?

Pour se défendre, il faut une armée.

Or, la France n'a plus d'armée. Une armée formée de généraux factieux et de soldats qui n'ont été entraînés qu'aux massacres des guerres coloniales, n'est pas une armée. La guerre de 1870, avec ses généraux du 2 décembre et ses soldats de « l'armée d'Afrique », en a fourni une démonstration éclatante. Pour tenir dans une guerre européenne, il faut des officiers qui soient préoccupés de leur métier et non de politique, et des soldats qui ne s'imaginent pas que la guerre consiste à écraser sous les obus, les bombes et le napalm des populations qui n'ont rien de tel pour se défendre.

Avant que ne soit tiré le premier coup de canon, la France aura donc mis haut les mains.

Du coup, toute l'Europe devra suivre.

Les Italiens n'ont jamais mis beaucoup d'empressement à se battre et il est certain qu'ils en montreront moins que jamais. Restent, comme

peuple important, les Allemands. Eux, qui connaissent de beaucoup plus près que nous, presque par expérience directe, le régime dit soviétique, préféreraient sans doute se battre contre lui plutôt que d'avoir à en supporter le joug. Mais comment se battre avec un arrière (la France), un flanc sud (l'Italie) et très probablement un flanc nord (la Scandinavie) qui ont déjà lâché pied ? Ce serait un véritable suicide ; il est peu probable qu'ils s'y résolvent.

Ce brave général Norstad en sera donc réduit à ses quelques divisions américaines (il n'aura même pas à sa disposition les rares soldats britanniques encore cantonnés en Allemagne car, selon son habitude, Londres s'empressera de les ramener dans son sanctuaire insulaire plutôt que les laisser se sacrifier dans un combat inégal) ; il lui restera donc tout juste la possibilité, et ce n'est même pas sûr, de livrer un baroud d'honneur. La Russie pourra ainsi procéder à la conquête du continent européen sans presque avoir à tirer un coup de fusil.

Et l'on voit très bien, finalement, pendant la période intermédiaire qui précédera sans doute, à l'instar de ce qui s'est passé dans les pays de l'Est européen, la prise officielle du pouvoir par les hommes de Moscou, le président actuel de notre Etat plébiscitaire gouverner la France pour le compte du Kremlin — cela, bien entendu, come toujours, dans la « grandeur » et la « dignité ».

Quant à l'Amérique, ramenée à l'intérieur de ses propres frontières, elle devra pratiquer à nouveau, mais cette fois, contre son gré, ce « splendide isolement » qui était autrefois le plus cher de ses vœux, cependant que la Grande-Bretagne, dont Moscou ne cherchera peut-être pas encore l'asservissement, s'évertuera à pratiquer une politique précaire de bascule et de neutralité entre ses deux grands voisins.

Ce fut le destin des grandes civilisations occidentales qui ont précédé la nôtre, celle du monde grec, celle du monde latin, de vivre les derniers siècles de leur existence sous un régime de despotisme oriental ; rien d'étonnant à ce qu'après avoir connu une période aussi brillante que les plus brillantes époques du monde antique, notre monde européen moderne ne finisse, lui aussi, sous un régime de despotisme oriental, de ce despotisme oriental typique qu'est le néo-czarisme russe.

Le scénario dont nous venons d'esquisser les grandes lignes suppose évidemment que les armes atomiques aient été laissées dans leurs magasins. Moscou n'a pas besoin d'elles pour conquérir l'Europe si la partie adverse n'en use point, or Washington hésitera sans doute à envoyer la première, des bombes nucléaires, de peur de rétorsion (1).

Cependant, il se peut aussi que Washington préfère courir le risque d'une guerre nucléaire plutôt que d'abandonner l'Europe, ou bien, même, il peut arriver tout simplement que l' « erreur » d'un quelconque exécutant ne déclenche le mécanisme infernal ; dans ce cas, étant donné l'absence de précédents, il n'est guère possible d'envisager, même à titre de simple hypothèse, comment se dérouleraient les opérations, et qui en sortira vainqueur, si vainqueur il y a.

La seule chose qu'on peut avancer sans grande crainte de se tromper c'est que, si les hostilités durent quelque peu, la vie, non seulement la vie humaine, mais toute la vie animale et végétale sera réduite à fort peu de chose ; on se trouvera ainsi en présence de l'une de ces fréquentes catastrophes qui servent aux naturalistes pour découper en tranches, en « âges géologiques », l'histoire de la Terre. La différence sera que cette nouvelle éclipse de la vie, après laquelle, sans doute, comme après les précédentes, la vie reprendra son élan et revêtira de nouvelles formes, aura été due, non à des forces cosmiques plus ou moins aveugles, mais à la volonté d'un être vivant, l'homme, agissant en pleine conscience.

L'homme paraît être le seul être vivant qui commette le suicide, le suicide individuel ; en procédant au suicide de l'espèce, il ne ferait que généraliser ce qui est l'une de ses caractéristiques spécifiques.

L'archevêque de Canterbury déclarait récemment qu'après tout il pouvait être dans les desseins de Dieu que l'homme se détruise lui-même ; transposons cette sereine vue des choses en un langage plus scientifique : disons qu'il est dans l'ordre de la nature que tout disparaisse, aussi bien les espèces que les individus, aussi bien l'être vivant que l'atome, afin que puissent se réaliser de nouvelles combinaisons de la matière et de l'énergie, la mort étant le creuset à partir duquel tout s'élabore. On ne voit point de raison pour qu'à cette loi universelle l'homme fasse exception. Le seul fait nouveau sera que si l'espèce humaine disparaît dans un déluge de rayons gamma, ce sera parce qu'elle-même l'aura voulu.

Ce qui est une manière comme une autre, après tout, de passer du règne de la nécessité dans celui de la liberté !

UNE HIRONDELLE...

Tournons maintenant nos regards, si vous le voulez bien, vers des perspectives qui pourraient être plus réjouissantes.

On sait que Khrouchtchev a annoncé il y a quelques mois une refonte totale de l'enseignement en Russie, refonte dont la disposition essentielle consiste en ce que tous les jeunes gens et jeuns filles quitteront l'école à 16 ans pour aller travailler aux champs ou à l'usine pendant une période de quatre années durant lesquelles ils continueront à s'instruire, s'ils le veulent, dans des cours du soir ou par correspondance ; ce n'est qu'après cela qu'ils pourront entrer dans l'enseignement supérieur.

Or, c'est là une réforme dont le caractère socialiste, profondément socialiste, est indéniable. Supprimer le divorce entre le travail intellectuel et le travail manuel est l'un des objectifs fondamentaux du socialisme, et même peut-être le principal. C'est pourquoi Proudhon estimait que dans une société égalitaire il ne pouvait y avoir d'autre école que l'atelier. Les Russes ne vont pas aussi loin, mais ils n'en font pas moins un pas dans cette direction.

C'est un événement d'importance, car c'est la première mesure de caractère socialiste prise en Russie depuis que la contre-révolution y a succédé à la révolution, c'est-à-dire depuis vingt-huit ans, depuis Cronstadt.

(1) Les déclarations de Washington à cet égard sont assez contradictoires. D'une part, à la Chine (qui n'a pas de bombes atomiques), on répète à toute occasion qu'on emploiera contre elle les armes nucléaires si elle débarque aux Quemoy ou à Matsu ; d'autre part, à la Russie (qui a les bombes), on affirme, la main sur le cœur, que, pour des raisons humanitaires, l'Amérique n'emploiera jamais, la première, des armes atomiques !

Que faut-il en conclure ? Que la Russie reprend sa marche vers le socialisme ? Ce serait, je le crains, trop beau. Il se peut que cette mesure ait été prise pour des motifs qui n'ont rien à voir avec le socialisme. En tous cas, tant qu'elle demeurera isolée, tout optimisme serait, pour le moins, prématuré. Une hirondelle ne fait pas le printemps ; son apparition n'en doit pas moins être signalée.

CHOMAGE TECHNOLOGIQUE

Sous les vocables de « chômage technologique » et autres, des tas d' « économistes » *(sic)* ont pris l'habitude de nous démontrer qu'en réduisant le travail nécessaire à la fabrication des produits, le progrès technique condamne les travailleurs à un chômage croissant ; à chaque nouveau progrès technique d'importance, telle l'automation, leurs lamentations redoublent.

Nous nous sommes toujours élevés contre une telle affirmation, en raison, d'une part, de ce que ses auteurs estiment toujours beaucoup trop haut la réduction de travail procurée par une invention technique, du fait qu'ils oublient de faire entrer en ligne de compte dans leurs calculs le travail qu'exige la construction des nouvelles machines ou des nouveaux mécanismes dont l'emploi permet la réduction du travail de fabrication proprement dit, et ensuite, parce que l'ensemble du progrès technique crée de nouveaux produits ou de nouveaux débouchés pour les anciens produits en raison de l'abaissement de leurs prix dû précisément à l'abaissement de la quantité de travail nécessaire à leur production, si bien que, finalement, le progrès technique, loin d'entraîner une diminution de la demande de main-d'œuvre en amène au contraire l'augmentation.

Mais rien ne vaut la démonstration par les faits.

Or, voici les faits :

Alors que depuis la veille de la dernière guerre jusqu'à aujourd'hui le progrès technique a marché à pas de géants, qu'il n'est pas une seule marchandise agricole ou industrielle, dont la production ne demande beaucoup moins d'heures de travail qu'il y a vingt ans, le nombre des salariés n'a cessé de s'accroître, et dans une mesure considérable, ainsi qu'en témoignent ces deux statistiques qui me tombent sous les yeux :

Aux Etats-Unis, le nombre total des salariés qui n'était que de 44 millions en 1938, y est, en 1957, de 65 millions ; en Allemagne fédérale, le nombre des salariés industriels qui était en 1938 de 3 millions 700.000, atteint en 1957 7 millions 220.000 !

Mais cela n'empêchera pas qu'à la première occasion, on nous resservira encore le « chômage technologique », tout comme on nous ressert non moins périodiquement cette autre baliverne de la hausse des prix due à la hausse des salaires !

R. LOUZON

P.-S. — Qu'on me permette — pour une fois! — de relever deux erreurs commises dans mes « Notes » du mois dernier, en raison de leur importance. Ce n'était pas le vin, mais le pain qui était moins cher du fait de la subvention sur la farine, et ce n'est pas deux dixièmes de milligrammes d'or, mais deux milligrammes que vaut le franc actuel. De grâce, chers amis, ne me faites pas poursuivre pour diffamation de notre unité monétaire !

Lettre de Tunis

L'heure de vérité

« Après avoir passé en revue la situation lamentable dans laquelle se débattent les ouvriers des professions diverses... » (compte-rendu d'une A.G. syndicale dans les journaux).

Un économiste tunisien estime que 100 millions de dinars par an, soit 100 miliards de francs, pendant dix ans, seraient nécessaires à la Tunisie pour refaire son économie.

Un pays de trois milions et demi d'habitants, sans industrie notable et avec un revenu moyen pour chacun d'eux de cinquante dinars par an, peut-il accomplir, seul, cette tâche énorme ?

L'avenir nous le dira.

Depuis longtemps, le gouvernement fait appel, sans résultat, à la coopération économique de l'Occident et plus particulièrement aux pays du Marché commun. Avec une condition, il est vrai : que la France ne devienne pas « leur fondé de pouvoir ».

En raison de son esprit impérialiste.

Et si cette condition n'était pas acceptée, il serait envisagé d'autres coopérations, quel que soit le partenaire, car « c'est une question de vie ou de mort », a dit le Président de la République tunisienne.

Cependant, la répugnance à s'adresser ailleurs est si grande que malgré le harcèlement du chômage, de la misère, le retard économique à rattraper — et ses pauvres revenus — la Tunisie est décidée à tenter un suprême effort pour se sauver par elle-même.

Comment se présente cet effort ?

Une Société nationale d'investissements a été créée avec de vastes projets ; entre autres : exploitation de la potasse à Zarzis, réseaux d'aménagements urbains, aérodrome, flotte marchande.

La caisse de cette société devra être alimentée par l'épargne.

A ce propos, le président de la République a été très pressant dans ses discours :

« Il faut que le peuple accède au niveau de la maturité économique pour dominer l'esprit de lucre et la propension à la consommation.

« Il doit savoir résister à la prodigalité et même se priver du nécessaire pour fournir sa contribution à l'épargne. Il doit le faire d'autant plus volontiers qu'il sait qu'il peut retirer celle-ci à tous moments, et que le gouvernement serait obligé un jour ou l'autre, s'il ne devait pas rencontrer la maturité souhaitée, d'employer les moyens de contrainte qui n'ont cours que dans les pays qui ne font pas grand cas de la liberté individuelle.

« Mais lorsque l'individu se révèle incapable de sauvegarder sa liberté et d'accepter de plein gré les restrictions que commande son intérêt à longue échéance, lorsque, par manque de discernement, il ne sait pas dominer ses appétits, il mérite alors d'être traité comme un animal ou comme un enfant que l'on doit guider malgré lui, mais pour son bien. » (Discours du 22 janvier).

Suit un appel au devoir, à l'acceptation de plein gré des sacrifices qui s'imposent, à l'invitation à agir « comme si nous étions seuls », et le rappel : « C'est une question de vie ou de mort ».

D'autre part, dans son discours du 29 janvier **(côte à côte dans l'effort !)** après s'être réjoui de l'effort déployé à Sfax, à Sousse, à Tunis et dans les autres villes par tous les éléments actifs de la vie économique, les organisations nationales et le parti, le président de la République s'adresse :

Aux Israélites :

Il ne doute pas « qu'ils ne comprennent que c'est pour eux l'occasion de témoigner leur loyalisme et leur attachement à ce pays — qui les considère comme ses enfants... Ce que je souhaite, ce que le pays attend de ses fils israélites, c'est qu'ils s'engagent dans cette bataille avec autant d'ardeur et de dévouement que tous leurs concitoyens, par la mise en œuvre des vastes possibilités dont ils disposent... Toutes les raisons subjectives ou objectives, morales

ou matérielles, leur commandent de ne pas nous décevoir et de mobiliser tous les moyens à leur portée. »

Aux Français :

« Il en va de même pour les Français qui vivent dans ce pays et qui y ont leurs biens. Les commerçants, les exportateurs et les autres doivent savoir que la stabilité du dinar et l'expansion de ce pays, appelé à devenir leur seconde patrie, leur font un devoir de ne pas rester en marge de cette bataille... »

A la classe ouvrière :

« ...La contribution de la classe ouvrière revêt une importance considérable...

« Le gouvernement a fait de la classe ouvrière un élément inséparable de la nation, depuis qu'il a étouffé toute tendance à l'antagonisme de classe générateur de conflits, de haine et d'envie... Ce qu'il faut, c'est le travail et du cœur à l'ouvrage. Il faut une saine émulation pour accroître la production. C'est la mission des syndicalistes. Ils en sont conscients. Du dévouement de la classe ouvrière dépend le succès de nos projets. »

Le président ne voit pas d'objections à associer les ouvriers au contrôle des grandes entreprises, et il est heureux de constater que les syndicats ouvriers se préoccupent de participer à l'effort d'investissement par un prélèvement annuel sur les salaires « qui ne soit pas inférieur à cinq dinars, mais qui peut aller au delà. Le produit de ce prélèvement se chiffrera par centaines de millions. Des dispositions légales en préciseront les modalités. »

Cette volonté de prendre part à la bataille économique vaut à la classe ouvrière les compliments du président de la République : « La volonté qu'elle affirme, et que je suis heureux d'annoncer au pays, lui donne droit au respect et à la considération de toutes les catégories sociales, indéfectiblement solidaires dans le corps de la nation. »

SERVICE NATIONAL DU TRAVAIL. — « Nous envisageons d'organiser pour la jeunesse un Service National du Travail sur le modèle du service militaire. La bataille économique n'est pas moins indispensable que la défense du territoire. Pendant la durée du service, les jeunes seront appelés à travailler dans l'intérêt du pays, sans salaire ou moyennant une faible rétribution, comme dans l'armée. »

PASSER L'EPONGE. — « Il ne sera plus désormais question de faire usage de la législation sur les biens mal acquis.

« Nous considérons comme légitimes toutes les fortunes acquises.

« Les avoirs d'une origine suspecte ont l'occasion de se purifier dans la bataille. »

Evidemment, l'enjeu est de taille. Il s'agit de la liberté économique de tout un peuple, en somme de son indépendance véritable.

Mais la partie sera très rude.

Pays essentiellement agricole, la Tunisie a besoin d'exporter ses agrumes, son huile, son blé, pour s'industrialiser.

Or, la France, acheteur presque exclusif jusqu'ici de nos denrées, renâcle depuis le décrochage du dinar.

Cependant, le gouvernement tunisien ne pouvait suivre indéfiniment le franc dans ses dévaluations — dont on ne voit pas la fin — en raison même de l'écart de 1 à 6 entre le pouvoir d'achat du Tunisien et du Français. Celui-ci a encore de la graisse à perdre, celui-là, pas.

Mais si bonnes qu'elles soient — et elles le sont, surtout tant que durera la guerre d'Algérie — les raisons du décrochage n'en ont pas moins des conséquences fâcheuses.

La France boudant les produits tunisiens, il devient urgent de trouver des acheteurs dans d'autres pays.

Or, le nouvel acheteur est méfiant. On ne gagne pas sa confiance du jour au lendemain. Même en s'alignant sur les prix du marché mondial. Maints échantillonnages sont nécessaires avant d'obtenir une première commande, souvent de peu d'importance — qui comporte, généralement, l'obligation d'échanges réciproques.

Les spécialistes de l'exportation estiment que pour trouver un marché de nouveaux acheteurs, intéressant, trois ans d'efforts sont nécessaires.

Or il est à craindre qu'entre temps, les orangers, les oliviers n'aient dépéri faute de soins, les hommes chargés de leur en donner étant contraints de limiter leur activité à des cultures vivrières, pour subsister.

Et en admettant que l'Etat puisse stocker dans ses silos l'excédent de récolte de céréales, il lui sera impossible d'en faire autant pour les agrumes, et même pour l'huile, faute de piles. Déjà le stockage de la dernière récolte, particulièrement abondante, a donné beaucoup de mal aux oléiculteurs.

Cependant, d'après le discours du président de la République du 24 février, de nouveaux débouchés seraient en train de s'ouvrir. Le marché français, lui-même, continuerait à rester ouvert. De 1958 à 1959, pour le même mois de janvier, les exportations d'huile en France sont passées de 7.200 tonnes à 19.000 tonnes, mais celles des agrumes ont fléchi de 2.700 tonnes entre le 1er janvier et le 20 février 1958 et la période correspondante de 1959. Le tout sans compter les exportations sur d'autres pays : Allemagne, Suède, etc.

La Tunisie gagnera-t-elle, seule, la bataille économique ? Nous le souhaitons de tout cœur.

Mais nous ne pouvons nous empêcher de penser au sort qui attend « les ouvriers des professions diverses qui se débattent, déjà, dans une situation lamentable... »

Et que dire du chômeur employé aujourd'hui sur des chantiers pour une indemnité de 200 à 300 francs par jour — dont une partie en marchandises —, et de l'ouvrier habillé demain en militaire travaillant pour la gamelle !

Où s'arêtera le Service National du Travail, c'est-à-dire le travail obligatoire — au taux que voudra bien fixer le gouvernement ?

La dégradation du prix de l'effort du producteur s'accentue. Pourra-t-elle se poursuivre sans réaction pendant les dix ans que l'économie prévoit pour l'industrialisation du pays ?

Nous disons : Non !

Si pendant l'occupation il n'était pas facile pour le travailleur tunisien de reconnaître un exploiteur dans son concitoyen de patron, maintenant que l'étranger qui le masquait est tombé, le doute n'est plus possible.

L'heure de vérité a sonné.

L'heure attendue par les syndicalistes révolutionnaires, partisans de l'indépendance des peuples coloniaux ; l'heure qui annonce qu'après le combat pour la libération de l'homme, doit s'engager — inexorablement — celui de la libération du travailleur.

***

Un traminot tunisien écrit (1) au secrétaire général de l'U.G.T.T.

« J'ai l'honneur de vous signaler quelques entorses regrettables à la règle syndicale, au cours de l'assemblée générale de notre syndicat.

Ces entorses ont provoqué une vive émotion chez presque tous les ouvriers des tramways.

1) Le comité sortant a proposé à l'assemblée les membres du nouveau comité, alors que, d'après la règle syndicale, c'est l'assemblée qui choisit son comité ;

2) En ce qui concerne le vote, le droit de contrôle de l'assemblée n'a pas été respecté. Le frère Tahar Borsali n'aurait pas dû assister à cette réunion, car étant chef de Mouvement des Transports, il n'était pas possible à ses employés de faire des contre-propositions, de peur que des sanctions soient prononcées contre eux s'ils disent la vérité — la vérité pouvant être inacceptable pour les chefs ;

3) La présence de responsables administratifs, des autorités, est tout à fait contraire à la loi syndicale, parce qu'une assemblée générale est une réunion d'ouvriers et non pas de patrons ;

4) Les ouvriers embauchés il y a seulement deux mois ont participé à l'élection du nouveau comité, alors qu'ils n'en avaient pas le droit ;

5) Le vote a abouti à des résultats mystérieux qui ne correspondent pas aux quatre opérations :

Pour 180 présents dans la salle, il y a eu :

128 voix pour
77 voixcontre
20 voix abstentions

soit 225 votants !

Peut-on dire que quelques-uns ont voté plusieurs fois, parce qu'il n'y a pas eu de commision de contrôle ?

6) C'est en vain que nous avons attendu le rapport moral et financier, qu'on présente généralement à une assemblée générale de syndiqués ;

7) ...

8) Pour toutes ces raisons, la plupart des ouvriers de la Société nationale des Transports, attachés aux règles syndicales et aux idées démocratiques, voudraient qu'une nouvelle assemblée générale soit convoquée pour recommencer le vote sous le contrôle de l'Union régionale et de la Fédération des Travaux publics.

Le retour à la démocratie nous donnerait un syndicat de 2.000 adhérents, ce qui lui permettrait de jour un rôle efficace dans notre U.G.T.T.

Nous vous informons de la situation de notre syndicat, dans l'espoir que vous essayerez de trouver une solution à ses problèmes.

Vive l'U.G.T.T. ! »

J.-P. FINIDORI.

(1) Lettre publiée par « Et Talia » du 8-2-59.

Parmi nos LETTRES

Pour faire des abonnés à la "R.P."

Notre camarade Félix RIVIERE, de Lyon, a une idée excellente qui mériterait d'être reprise par d'autres :

J'ai l'intention, nous écrit-il, *de convoquer pour le mercredi 25 mars, à 18 h. 30, café du Dauphiné, 3, cours Gambetta à Lyon, tous les abonnés de la R. P. de cette ville.*

Objectif : trouver de nouveaux abonnés à la R.P.

Je suis en effet persuadé que si chacun veut s'en donner la peine, il peut trouver un abonné. Cela doublerait le nombre des lecteurs. Nous devons nous fixer comme tâche d'amener chacun un abonné nouveau tous les trois.

La R.P. *est en effet irremplaçable, et par sa position de lutte de classes et par la grande liberté qui y règne, et par les informations qu'elle apporte.*

Sur l'enseignement des sciences

J. PERA nous livre ces réflexions :

Dans la dernière R.P., *Walusinski constate qu'il y a « un fossé entre ceux qui font la science » et... le reste des hommes, si instruits qu'ils soient.*

« Dans l'enseignement des mathématiques, par exemple, il n'est pas exagéré de parler de divorce entre les mathématiques qui se font au niveau de la recherche ou qui s'impriment dans les grands traités modernes comme celui de Bourbaki et les mathématiques qui s'enseignent dans la plupart de nos établissements... Je précise : divorce non pas quant au niveau ou au contenu, mais quant à l'esprit. Personne n'aurait l'idée d'aller de Paris à Marseille en diligence quand il est possible de prendre le « Mistral » ; mais cela n'est plus vrai dans le domaine des idées... Beaucoup de professeurs... préfèrent la patache de leur temps d'écolier. »

L'étonnement de Walu m'étonne. Si, pour une raison ou une autre, il apparaissait que le « Mistral » est réservé aux milliardaires, il y aurait des gens pour prendre la route autrement. Peut-être n'arriveraient-ils qu'à Fontainebleau et fort recrus. Ils ne seraient ridicules que s'ils prétendaient voyager aussi bien que le rapide.

Or les écrits de Nicolas Bourbaki sont réservés aux milliardaires de l'intelligence et du savoir. J'ai connu un prof. de math., un agrègue, pas imbécile du tout, issu de la rue d'Ulm, quand il recevait un fascicule de Bourbaki, il disait : « C'est pas assez dire que je comprends pas tout. Y a des fois où je sais même pas de quoi ça veut parler. Et il en arrive tout le temps ! » *A lever les bras au ciel !*

Cette difficulté de réception est si réelle et si naturelle, que Bourbaki ne fait aucun effort pour recruter des lecteurs ou des élèves. Beaucoup de gens ignorent son nom et ignorent... qu'il n'existe pas.

Sous ce nom volontairement un peu bouffon, il y a, en effet, non pas un homme, mais un groupe de savants qui ont entrepris de révolutionner et pousser en avant la mathématique, en œuvre collective et presque anonyme. Sa fondation est d'entre les deux guerres. Ils étaient alors très jeunes ; d'où l'allure un peu farce. Ils ont au début rencontré, bien sûr, la résistance des Facultés. Maintenant il semble qu'ils aient partie gagnée. Ils ont cessé d'être très jeunes. Ils n'en continuent pas moins le travail sous forme « Bourbaki » en faisant le moins possible parler d'eux-mêmes. Ceci est assez remarquable, n'est-ce pas, en notre temps de « m'as-tu-vu », quand tout médiocre brûle d'avoir sa photo publiée.

Parmi les fondateurs de Bourbaki il y a un nom bien connu à la R.P. : Weil, le frère de Simone Weil. Il est à Princeton, maintenant. Princeton, les gens connaissent ce mot-là un peu mieux que Bourbaki. On sait qu'Einstein a passé ses dernières années à Princeton. C'est une institution, ou plutôt un institut, américain sans équivalent dans le monde : un monastère scientifique, qui accueille les savants du monde entier, à la seule condition qu'ils soient de tout premier plan. Là, ces hommes, déchargés de toute tâche utilitaire et pourvus de traitements confortables ont toute liberté de ne rien faire, c'est-à-dire de travailler dans la voie qui les intéresse. Il semble que le résultat soit bon.

Quand tous les hommes auront la possibilité de vivre à peu près ainsi, consacrant un travail non spontané environ une heure par jour, il y aura le socialisme.

L'idée n'est pas absurde.

Elle est, malheureusement, probablement utopique, avec ce qu'on sait de l'animal humain.

A propos de Pasternak

A la suite des articles de Lime et de Barton sur Pasternak, Jean DUPERRAY plaide pour la liberté d'expression :

Nous avons eu souvent dans la vie de la R.P. ces heurts entre esprits physiologiquement différents. Esprit de finesse et esprit géométrique font souvent mauvais ménage quand on sort des domaines où les mesures sont encore possibles. Des littérateurs « naturalistes » ou « réalistes » comme Maurice Lime ont difficilement accès à la physiologie d'une œuvre comme celle que Barton s'efforce de mettre à nu sous nos yeux. Dans ce cas on pourrait renvoyer dos à dos Lime et Barton, puisque l'un et l'autre ne reconnaissent la pleine liberté d'expression à une pensée que dans la mesure où elle n'est pas totalement antagonique de la leur Il est évident que tous ceux pour qui l'art et la littérature ne sont que des ornements ou des véhicules de la pensée ne peuvent juger une œuvre suivant les critères de Paul Barton.

Je voudrais en passant dire combien je suis stupéfié par l'extraordinaire ampleur de vue d'un Paul Barton.

Aussi même et surtout pour ce qu'il estime être l'erreur, un tel esprit doit admettre le droit d'expression et non en appeler à la censure.

EN RETARD, LA « R.P. » ?

Fidel Castro triomphe à Cuba. Quel est son programme ?

La « R.P. » l'a publié il y a plus de six mois.

Le Baath syrien pourchasse les communistes. Qui l'eût cru ?

La « R.P. » : dans l'interview de Michel Aflak, publié en mai 1958.

L'ANNIVERSAIRE DU 18 MARS

A PROPOS DE LOUISE MICHEL

CE quatre-vingt-septième anniversaire de la Commune coïncidant avec l'apparition d'une étude sur Louise Michel nous ramène une fois de plus à l'évocation de la plus admirable et la plus héroïque des communardes, celle qui est passée dans l'histoire avec les surnoms de « la bonne Louise », « la grande Sœur des pauvres », « la grande citoyenne », « la Vierge rouge ».

Hem Day qui s'attache à faire revivre les belles figures de la classe ouvrière et du mouvement révolutionnaire a tout à fait raison de consacrer à Louise Michel l'un des cahiers de la revue qu'il anime (1). C'est un digne complément au pieux hommage rendu précédemment à l'exquis poète du **Temps des cerises,** le membre de la Commune Jean-Baptiste Clément (2).

Hem Day ne refait pas la biographie de Louise et nous attendons toujours qu'un éditeur de bonne volonté se décide à faire connaître le beau travail d'Hélène Gosset. Mais Hem Day entend louer, après Hugo — qui fut l'ami de Louise Michel — « les vers mystérieux et doux » de celle qui fût peut-être devenue poétesse si elle n'avait pas déployé son imagination et sa passion sur le terrain révolutionnaire. Il entend fournir aussi quelques explications au sujet de l'**Histoire de la Commune** dont Louise a confié un peu trop naïvement son manuscrit à l'éditeur Stock. Enfin, Hem Day esquisse une bio-bibliographie : tâche ardue à laquelle s'attellera, espérons-le, l'une de nos camarades soucieuse d'apporter sa pierre au piédestal que toutes les femmes de cœur élèveront un jour à l'une des plus illustres de leurs sœurs. Ce n'est pas une quarantaine, mais des centaines d'articles qui ont été rédigés sur Louise Michel. J'en ai fait pour ma part six ou huit. Hem Day est donc bien loin du compte !

Je viens précisément de retrouver celui qu'Albert Goullé fit en août 1886 dans **Le Cri du Peuple** à la suite de la condamnation de Louise à quatre mois de prison par la Cour d'assises de la Seine pour un discours au meeting du Château d'Eau. L'article mérite d'autant plus de fixer notre attention qu'il nous livre un souvenir que nous devons retenir soigneusement à titre de « miette d'histoire ».

« *Un jour,* écrit Goullé, *dans un vaste hangar transformé en lieu de réunion et qui s'appelait la salle de la Marseillaise des groupes de « libres-penseurs » s'étaient assemblés. La Libre-Pensée, sous l'Empire, faisait de la politique active.*

La discussion s'engagea, turbulente et passionnée. On parla très peu de la religion et du prêtre ; on parla beaucoup de la révolution prochaine.

A un moment, du milieu de l'assistance, une femme vêtue de noir se leva et d'une voix un peu traînante dit : « Quand l'heure sera venue, si les hommes se sentent timides, les citoyennes marcheront au premier rang. Moi, j'y serai. »

Tous les regards se tournèrent vers celle qui parlait. C'était pour la foule une inconnue. Quelques-uns — je crois bien que je suis du nombre — sourirent ».

C'était Louise Michel, que Goullé devait retrouver en 1871, dans une tranchée boueuse, aux avant-postes de Clamart. Elle avait, par dessus sa robe, une longue capote de garde national ; elle était coiffée d'un képi, chaussée de lourds godillots. Un chassepot, debout contre le talus, restait à portée de sa main. Seule, en pleine nuit, elle montait la garde après avoir exigé que les hommes éreintés par le combat de la veille prissent tous du repos.

Eh oui ! la frêle institutrice s'était muée en farouche insurgée. Aucune fanfaronnade : elle tenait parole. On la voyait fonçant sur les Versaillais, courir où crépitait la fusillade, ou apporter aux blessés, à travers les balles, la provision de charpie. Brave Louise ! Par ton attitude exemplaire, tu détruisais le scepticisme de tant de représentants du « sexe fort » sur l'intrépidité et l'action civique des femmes. Mais il faut bien le dire, malgré l'exemple de Louise et des autres fédérées, longtemps encore les femmes ne purent acquérir droit de cité dans le **forum** et c'est au compte-goutte qu'on leur fit une place dans les organisations ouvrières. Aussi bien, relatant son voyage à Londres au début de ce siècle, — précisément pour voir Louise Michel, — Madeleine Pelletier a pu très justement écrire :

« *On taxait alors de folie une femme qui osait faire de la politique ; que de gens en sont encore là aujourd'hui* ».

C'est si vrai que Louise Michel avait dû fuir à Londres parce que le ministre de l'Intérieur Constans voulait la faire enfermer comme folle. Beaucoup de gens, en effet, la considéraient comme une « détraquée ». D'où les réflexions judicieuses et si graves dans leur légèreté de Léon Bienvenu (Touchatout) dans son article du **Trombinoscope** (septembre 1881) :

« *Détraquée, soit... Elle est de ces créatures, détraquées si l'on voulait, mises sur terre peut-être pour manquer les confitures de mirabelles ; mais propres à la confection d'autres conserves aussi précieuses. L'exemple du dévouement et le sentiment du sacrifice, fruits ingrats et amers qui se gardent peu à notre époque.*

Et puis, si l'humanité souffrante mettait d'un côté ce qu'elle doit de soulagements aux « détraqués », et de l'autre ce qu'elle doit de bienfaits aux êtres mieux équilibrés qui remontent régulièrement leurs pendules le 1er et le 16, il y aurait certainement un des deux tas beaucoup plus gros que l'autre ».

Encore une fois, parmi les esprits se réclamant de l'égalité des sexes, que de préventions, alors. C'est parce que l'initiation tout à fait exceptionelle de Maria Deraismes à la loge écossaise du Pecq (Seine-et-Oise) avait provoqué un scandale, c'est parce que les femmes n'étaient point admises dans la Maçonnerie que se constitua le « Droit humain » le 4 avril 1893, loge à laquelle se rallia du reste Louise Michel. Dans le mouvement socialiste et ouvrier du temps, il se tenait des congrès nationaux sans la participation d'une seule femme et au congrès socialiste international de Londres, en 1896, sur 129 membres composant la délégation française il n'y avait que quatre femmes dont deux représentant des syndicats. Ce n'est pas le lieu de fournir d'autres chiffres des plus suggestifs. Mais n'est-il pas significatif que Fernand Pelloutier traitant des bourses du travail et de leur propagande sur les plans industriel, agraire, maritime et coopératif, ne dise pas un mot de la propagande auprès des ouvrières, qui étaient alors, — comme trop souvent aujourd'hui — avec

(1) **Pensée et Action**, no 9, janvier-mars 1950 Louise Michel-Jules Verne, Bruxelles 29. Boite postale 4. C.C.P. 7547.56, in-8 de 100 p., 300 fr.
(2) Même adresse, même prix.

les ouvriers agricoles, les « prolétaires des prolétaires » ?

Le gros du travail d'Hem Day roule sur la question de savoir si, suivant la version d'Ernest Girault, reprise depuis par Planche, Lacaze-Duthiers et autres, Louise Michel aurait vendu à Jules Verne un manuscrit ayant permis à celui-ci de rédiger **20.000 lieues sous les mers.** Problème d'importance à notre époque où un « Nautilus » vient de réaliser l'exploit magnifique que l'on sait !

Hem Day conclut à la négative, mettant en cause la bonne foi d'un compagnon fidèle de Louise qui, au cours de randonnées de propagande avec elle, a recueilli ses confidences et qui, de plus, a possédé nombre de ses lettres et la plupart de ses manuscrits. On se demande en vérité quel démon de la hâblerie et du mensonge aurait poussé non pas seulement le libertaire, mais l'homme de science, l'ingénieur-agronome qu'était Girault, à inventer cette histoire de toute pièce, qu'il assortit d'ailleurs de précisions troublantes, précisions que son père, qui a connu aussi Louise Michel, a pu lui confirmer.

C'est dans une lettre du 19 janvier 1866 que Jules Verne parle pour la première fois « d'un voyage sous les océans, dont le plan est entièrement achevé ». On ne s'avance donc pas trop en énonçant que l'ouvrage fut conçu au cours de l'année 1865.

En cette année, Jules Verne s'était déjà fait connaître par les premiers de ses voyages extraordinaires (**Cinq semaines en ballon, Voyage au centre de la terre,** etc.) parus d'abord en feuilletons dans le **Magazine d'éducation et de récréation,** édité à Paris et fort lu dans les écoles, Louise Michel était devenue alors directrice de l'ancienne institution Vollier, rue du Château-d'Eau à Paris. Et comme, ainsi qu'on l'a écrit, « elle avalait gloutonnement les ouvrages philosophiques, scientifiques et littéraires », elle a connu certainement les écrits de Jules Verne. Mieux, elle a pu passer soit directement, soit par l'intermédiaire d'Hetzel au futur « correspondant » nantais du jeune lycéen Aristide Briand son manuscrit sur la navigation sous-marine. Impossible évidemment d'en administrer la preuve aujourd'hui, mais il n'est pas d'une saine logique de repousser pour autant l'affirmation de Girault. Rien ne s'y oppose quand on se reporte à l'ambiance du temps et quand on pénètre un tant soit peu la psychologie de Louise Michel, quand on est au courant de ses préoccupations scientifiques, — l'une des constantes de sa vie.

L'époque était à la Science (avec un grand S). On croyait au progrès scientifique sans fin, à l'émancipation et au bien-être qu'il amènerait. Les savants étaient à l'honneur et tous, plus ou moins, les Mortillet, les Büchner, les Letourneau, les Claude Bernard donnaient dans le positivisme, la Libre Pensée, le Socialisme au point qu'il est imposible de séparer souvent leur action publique de leur activité scientifique, tout comme au Quartier Latin, dans les groupes, dans les enterrements civils, les étudiants et les ouvriers se rejoignent.

Les essais, les anticipations scientifiques font le pendant des projets de sociétés futures et s'y mêlent parfois. Félix Nadar (Tournachon), un homme d'avant-garde, essaie de résoudre le problème de la navigation aérienne au péril de sa vie... et de son porte-monnaie. C'est en 1863-1864 qu'il lance **le Géant,** un immense aérostat à hélice. Eugène Pottier, membre de la Commune — dont Nadar, grand photographe devant l'Eternel « a fait la hure » — chante dans ces années « La nouvelle ère », « La science fermière », toute cette magie des rails, des inventions, de l'élevage scientifique qui doit donner le pot-au-feu aux bonnes gens et permettre à l'homme de

« *...Se frayer vivant*
Un chemin bleu vers les étoiles ».

Au **Figaro,** le futur membre de la Commune Paschal Grousset prélude par des articles de vulgarisation signés « Docteur Blazius », à ses ingénieuses trouvailles scientifiques qu'il signe « André Laurée » et qui roulent sur les choses sous-marines, la navigation aérienne, la conquête lunaire. Enfin, et pour rester bref, la question de la navigation sous-marine était tellement « dans l'air » que le docteur Jules Rengade, le futur auteur des **Grands travaux et des grands remèdes,** rédigeait son **Voyage sous les flots** qu'il fera paraître dès 1868 sous le pseudonyme d'Aristide Roger. Il est même permis de se demander s'il ne l'avait pas composé quand Jules Verne concevait son **20.000 lieues sous les mers.**

Pour voir clair et se rendre compte qu'il n'y a rien d'invraisemblable dans l'affirmation d'Ernest Girault, c'est dans cette ambiance qu'il convient de replonger Louise Michel avec sa soif de savoir, son ardente imagination, son enthousiasme qu'elle conservera jusqu'à la mort, son goût de la poésie et de la science, sa passion d'écrire sur les sujets les plus divers qui la tenait depuis son enfance

Sans doute, il s'en faut qu'elle ait reçu un grand bagage scientifique. En cela, elle ressemblait aux autres institutrices du temps et ce n'est pas le cours normal de Chaumont qui a pu la mettre à même de se développer en ce sens. Mais elle a beaucoup appris par l'autodidactie et aussitôt à Paris elle ne se contente point de s'instruire par d'abondantes lectures. Elle se passionnait pour l'algèbre et les mathématiques supérieures. Rue Hautefeuille, elle suivit, dit-on, des cours non seulement d'histoire mais de physique, de chimie, d'histoire naturelle. Mettons-nous bien dans la tête que neuf ans durant, de 1856 à 1865, dans la « Ville-lumière », telle une biche altérée après les sources d'eau-vive, Louise a bu aux sources du savoir. La petite fille de Vroncourt qui allait lire sur l'herbe le **Magazine pittoresque** et le **Musée des familles,** qui « parlait de tout », qui s'éprenait du fantastique, aux récits de la vieille Marie Verdet, est maintenant fortement travaillée par les anticipations scientifiques auxquelles se mêlent ses rêveries poétiques et ses aspirations sociales. Et comme elle a, s'ajoutant à la démangeaison d'écrire, le goût des recherches et — Ernest Girault l'a reconnu — de « merveilleuses intuitions scientifiques, on peut très bien admettre qu'elle a rédigé un manuscrit sur la navigation sous-marine avant Jules Verne. On peut l'admettre d'autant plus que, malgré un intense militantisme, en 1888 — année où dans une conférence elle a prévu les rayons X — elle donne une pièce, **Le Monde nouveau,** où elle annonçait la navigation sous-marine et la navigation aérienne.

Et pour ce qui est d'avoir passé son manuscrit à Jules Verne, il n'y a rien là non plus d'invraisemblable. Pourquoi ne l'aurait-elle pas fait puisque, rue Hautefeuille, à la même époque, nous la voyons passer son gros manuscrit **La sagesse d'un fou** au citoyen Eugène Pelletan ?

N'oublions pas que nous avons à faire à la « bonne Louise ». Elle n'a rien à elle. Elle prodigue tout. Elle donne ou cède pour rien ses manuscrits. Et, naturellement, ses anticipations, ses utopies, ses visions d'avenir et, en dernier lieu, son « mythe » de la grève générale, — avant la théorisation par Georges Sorel — sont imprégnés d'optimisme. On croirait que par cette « inhibition par substitution » dont William James a tiré un principe pédagogique, elle sublime tout ce qu'il y a de grave, de sombre, de triste et de noir en son for intérieur et dans son comportement par des rêves d'or, des virtualités rassurantes, des illusions roses. C'est ainsi qu'elle entrevoit, qu'elle prophétise que « l'homme domptera la Nature dans ce qu'elle a de marâtre ». Elle envisage les cyclones servant au bonheur humain, l'herbe

folle devenant grain, le désert devenant cité. Elle-même d'ailleurs, par des expériences qu'un réactionnaire fieffé comme Drouin de Luys a encouragées, renouvelait des espèces végétales en Nouvelle-Calédonie et il est aujourd'hui des plantes qui se sont acclimatées en Algérie grâce à elle. Par ailleurs, puisque l'Algérie se trouve évoquée, est-ce que le désert devenu cité n'y est pas en voie d'accomplissement ? Comme quoi les rêves fous, les anticipations les plus insensées, les utopies les plus délirantes peuvent devenir les réalités d'aujourd'hui, les banalités de demain ! Et qui sait, peut-être l'avenir verra ce que Louise Michel ne craignait pas d'annoncer aux Parisiens dans une conférence où, une fois de plus, apparaît son obsession des choses sous-marines :

« *Ce n'est pas seulement la terre qui portera les villes superbes de la confédération humaine, il y en aura sous les eaux contenues dans des navires sous-marins grands comme des contrées, dans les airs voguant peut-être de saisons en saisons* ».

Sylvain Maréchal faisait parler « Dame Nature » à la barre de l'Assemblée nationale en 1790 pour exposer l'Anarchie. Louise Michel s'adresse à la Nature, pour lui demander que ses forces servent au bonheur des hommes. Elle écrit :

« *Un jour, pour son œuvre géante*
L'homme prendra ta force ardente
Nature, dans la grande nuit.
Toute ta puissance, ô Nature,
Et tes fureurs et ton amour
Ta force vive et ton murmure :
On te les prendra quelque jour ».

Confiante, comme tous ceux de son temps, en la vertu bienfaisante de la Science, portée par sa nature généreuse à la bonté, elle n'a pas prévu, hélas ! qu'après avoir dompté la Nature, l'homme pourrait être dompté, automatisé, mécanisé, robotisé, abruti par la science. Par exemple, elle n'a pas deviné comme Jaurès que l'aviation étendrait considérablement l'aire des massacres et suivant son image admirable au meeting de Montluçon que, par elle : « le bleu du ciel serait terni du rouge sang des hommes ».

Pauvre Louise ! Que dirait-elle aujourd'hui, en ce 87e anniversaire de la glorieuse Commune ? Elle prendrait acte, certes, avec une satisfaction et une joie immenses, des progrès matériels, des découvertes et des réalisations inouïes qu'elle avait annoncés. Mais elle n'aurait pas fini de récriminer et de gémir sur ses illusions perdues au point de vue social. Cependant, comme Jaurès, elle nous recommanderait l'invincible espoir. Oui, l'espoir, l'espoir quand même.

C'est la fin qui fera le compte.

Maurice DOMMANGET.

LES COLÈRES DU BORINAGE

Nous avons demandé à quelques militants belges des informations sur le mouvement des grèves dans le Hainaut. Voici une première « lettre » du camarade H. :

Les grèves dans le Borinage visaient lls mesures d'assainissement de l'industrie charbonnière, problème réclamant une solution urgente dans les conditions que nous vivons actuellement. Il s'agit de poursuivre la fermeture des puits produisant un charbon trop cher, d'un prix de revient supérieur au prix de vente actuel. A ce point de vue le problème était déjà ancien. Les veines de houille boraines sont parmi les plus tortueuses, les plus étroites, situées à des grandes profondeurs. Les exploitations sont parmi les plus anciennes du pays et aussi peut-être parmi les plus morcelées. Sous le gouvernement précédent, de composition socialiste-libérale, on avait déjà fermé des puits et les syndicats ne s'y étaient pas opposés.

Depuis lors la situation s'est aggravée. Il y eut d'abord l'arrivée à terme de la période de réadaptation (cinq années) fixée par la C.E.C.A. pour permettre aux pays ayant des exploitations dites marginales de prendre des mesures d'assainissement (grâce à des subsides). Il y eut ensuite la récession économique qui a créé du chômage un peu partout et a produit un ralentissement général des affaires. Il y a enfin la mise en marche du Marché Commun qui oblige de débuter avec des entreprises compétitives et non en déficit. Aucun atermoiemlnt n'était donc plus possible. Il fallait mettre le fer dans la plaie.

Les socialistes ne contestent d'ailleurs pas la nécessité de fermer certains charbonnages, mais veulent des garanties quant à la remise au travail des travailleurs licenciés. Ils proposent la constitution d'une seule société charbonnière par région, chapeautée par une société nationale. Somme toute, ils veulent la répartition des gains et pertes entre toutes les exploitations et tous les bassins. Ils ont épaulé la grève parce que le Borinage est une terre socialiste par excellence, un des berceaux du mouvement ouvrier dans le pays et un des points d'appui les plus sûrs de leur parti. L'assainissemlnt de l'industrie houillère par l'ablation de ses parties les plus épuisées — dans le Borinage, par conséquent — favoriserait le développement du bassin limbourgeois, mis en exploitation au début de ce siècle, mieux équipé. L'influence socialiste y est quasi nulle. On comprend l'intérêt politique que suscite l'opération.

Elle mérite de la part des socialistes une attention d'autant plus soutenue que les dernières élections les ont surpris en perte de vitesse. L'influence catholique est croissante dans certains milieux ouvriers flamands et surtout parmi les jeunes. Déjà sous le gouvernement socialiste Van Acker, les syndicats démocrates chrétiens avaient des revendications plus osées que celles défendues par les socialistes et des grèves déclenchées par eux avaient forcé la F.G.T.B. à exiger la réalisation immédiate de la semaine de 45 heures en cinq jours. Ils avaient fait en quelque sorte violence aux socialistes.

Dans ces dernières grèves les socialistes durent se porter en avant pour rester maîtres du mouvement. Mais il semble bien que les grévistes ont débrayé comme presque toujours au Borinage — spontanément. Que restera-t-il de cette nouvelle poussée ? Peu de chose, comme toujours. Mais il est certain que les événements se chargeront de donner de nouvelles occasions de révolte. La situation de la classe ouvrière s'est incontestablement améliorée après la guerre, à la faveur de circonstances exceptionnelles. Ces dernières sont en train de disparaître. Un certain ajustement s'est produit entre les pays de l'Ouest européen. La période de facilité dans laquelle se sont complu syndicats et gouvernements touche à sa fin. Les plaies de la guerre se guérissent partout. Et à nouveau va reprendre la compétition effrénée qui semble être la loi de cette société. Les ouvriers auront encore l'occasion de montrer leur énergie, mais le malheur, c'est qu'une fois retombée la grande colère, il en reste si peu.

POUR UN ANNIVERSAIRE

MARINUS VAN DER LUBBE
OU LE MYTHE DANS L'HISTOIRE

Basile : La calomnie, docteur, la calomnie ! Il faut toujours en venir là !

Bartholo : Singulier moyen de se défaire d'un homme.

Basile : La calomnie, Monsieur ! Vous ne savez guère ce que vous dédaignez ; j'ai vu les plus honnêtes gens près d'en être accablés. Croyez qu'il n'y a pas de plate méchanceté, pas d'horreurs, pas de conte absurde qu'on ne fasse adopter aux oisifs d'une grande ville, en s'y prenant bien ; et nous avons ici des gens d'une adresse !...

(BEAUMARCHAIS : **Le Barbier de Séville.**)

Le 27 février 1933, le communiqué suivant fut publié à Berlin :

« *Lundi, vers 21 h 15, les pompiers ont été appelés au Reichstag où un incendie avait éclaté dans la coupole, Dès que l'alarme a été donnée, les pompiers se sont présentés avec les véhicules de dix postes berlinois; la police a dépêché également sur le lieu de l'incendie un effectif important de la Shupo et a établi un barrage autour du Reichstag. A l'arrivée des pompiers, la grande coupole dorée de l'immeuble du Reichstag s'est trouvée en pleine flamme. Une pluie d'étincelles arrosait les environs. Les pompiers et la police ont pénétré aussitôt dans le bâtiment et ils ont réussi à arrêter là un homme qui a avoué sans ambages être l'auteur de l'incendie. Il s'est déclaré membre du Parti communisme hollandais.* »

Quelques heures plus tard, la direction du Parti communiste allemand fit de son côté imprimer et distribuer une énorme quantité de tracts imputant l'incendie du Reichstag aux nazis.

Ce fut ainsi que prit naissance un des mensonges les plus étonnants qui devait entrer dans l'histoire de nos jours : le mythe Van der Lubbe.

TEL QU'IL FUT

Marinus Van der Lubbe est né à Leyde en 1909. Ayant perdu ses parents, il est élevé dans la famille de son beau-père, un ouvrier blanchisseur qui a épousé sa sœur aînée. A l'âge de quatorze ans, il commence à gagner sa vie comme apprenti dans une boutique. Au bout de deux ans, il abandonne cet emploi qui lui donne peu de satisfaction, pour devenir un maçon. Il a bien aimé, semble-t-il, ce métier qu'il avait choisi de son propre chef. Dans une interview accordée le 8 septembre 1933 au journal *De Telegraaf* d'Amsterdam, son ancien tuteur déclare : « *Comme maçon, Marinus était très recherché et il gagnait bien sa vie. Son indifférence vis-à-vis de l'argent et son sentiment de l'honneur se montrent dans le fait que, lorsqu'il travaillait à un ouvrage et qu'on cherchait à l'en détourner par l'offre d'un meilleur gain, il ne se donnait même pas la peine de répondre.* » Cependant, deux accidents de travail qu'il subit dans un court laps de temps, atteignent gravement sa vue et l'éliminent ainsi de son métier.

Marinus est un révolutionnaire. Pendant plusieurs années, il milite très activement au sein des Jeunesses communistes de Leyde. Or, cette organisation n'arrive pas à l'embrigader comme tant d'autres jeunes révolutionnaires et les activités de Marinus sont accompagnées de nombreux conflits avec les dirigeants. A quatre reprises, il sort des Jeunesses communistes et trois fois il revient, après avoir cherché en vain une autre orientation. La rupture est finalement consommée au printemps 1931. A ce moment, il quitte définitivement le stalinisme, irrévocablement convaincu que celui-ci ne fait qu'exploiter le mécontentement des ouvriers à des fins complètement étrangères au prolétariat. Tous ses élans se portent désormais vers l'action ouvrières *spontanée*. Il agit et milite à titre individuel, se donne corps et âme aux comités des chômeurs, soutient le petit mouvement des « Communistes de Conseils » (Radencommunisten) et collabore au journal de ce mouvement, *Spartacus*.

Toutes les activités du révolutionnaire Van der Lubbe sont marquées par son dévouement sans bornes. Un groupe de communistes antistaliniens hollandais, le « Groupe des Communistes internationaux », donne à ce sujet un témoignage émouvant, dans une déclaration publiée après l'incendie du Reichstag et après le déclenchement de la campagne de dénigrement organisée contre Van der Lubbe par le Parti communiste : « *Van der Lubbe a fait tous les frais, à Leyde, de la campagne électorale communiste de 1931. Le Docteur Knuttel, qui a obtenu son fauteil de conseiller municipal grâce aux épaules matraquées de Marinus Van der Lubbe, se lave les mains, maintenant que Marinus a commis son acte désespéré. Mais la situation désespérée où Lubbe se trouve réduit maintenant, ce sont les chefs du Parti qui en sont responsables. Ils ont abusé de son dévouement pour les actions les plus absurdes, à un contre cent. (...) Ils en ont fait à tel point la bête noire de la bourgeoisie que personne ayant encore une tartine de pain à risquer ne se hasardait à le loger.* » Le même témoignage précise d'ailleurs que la force, le courage et l'esprit de sacrifice de Van der Lubbe devinrent légendaires au point de donner naissance à un nouveau jeu des gamins de Leyde, le « Jeu du petit Van der Lubbe », où tous se ruent sauvagement sur le plus fort d'entre eux.

Il serait toutefois faux de considérer Van der Lubbe comme une brute. Il s'expose aux coups là où d'autres préfèrent discourir sur l'« action directe » et il considère la rixe comme une partie indispensable de mouvement révolutionnaire. Cependant, la bagarre n'est pas pour lui un but en soi mais une des multiples formes d'action émancipatrice du prolétariat, tout comme l'activité syndicale, la diffusion des idées, l'étude des problèmes sociaux, etc. Son attitude envers la lutte violente transpire nettement à travers une lettre qu'il écrit le 22 avril 1931 d'Allemagne à son ami Koos Vink, de Leyde. Celui-ci ayant affirmé que les sacrifices des ouvriers allemands abattus dans les luttes sanglantes contre les nazis n'avaient pas de sens et qu'il s'agissait de vaincre le national-socialisme dans la bataille électorale, Van der Lubbe rejette l'opposition entre la violence et la procédure électorale. Pour lui, ce n'est pas la violence qui se trouve à l'opposé de la lutte électorale, mais bien l'action menée « plus en profondeur », au sein même de la classe ouvrière; la violence n'est qu'un épiphénomène de l'action prolétarienne, quelle qu'elle soit : « *Quant à ce que tu m'écris au sujet des élections, j'admets que, sans doute, ces réunions et ces affichages doivent avoir lieu, mais ceci n'est qu'un travail de propagande le plus léger et le plus superficiel, pour le communisme et pour le parti. Il faudrait déplacer le centre de gravité vers les usines et les locaux de pointage (des chômeurs) car, seule, la lutte acharnée pour les intérêts de la classe ouvrière, menée jour après jour en liaison avec la lutte politique saura nous gagner la confiance des auvriers.* »

Non seulement Marinus Van der Lubbe n'est pas une brute, mais bien au contraire il est le type même du chercheur toujours inquiet, qui ne veut

pas se contenter des dogmes; il ne se lasse jamais de remettre en doute les certitudes acquises et pose toujours de nouveau la question du sens de l'action qu'il mène, sans ménager ses propres susceptibilités. Nous avons mentionné combien il lui avait été difficile de rompre avec le Parti communiste. Entre 1929 et 1931, il vit en effet, au jour le jour, une lutte dramatique entre sa conscience et son attachement à ce qu'il croyait être l'armée de la révolution sociale. Chaque fois qu'il essaie de se plier une fois de plus aux consignes des dirigeants staliniens, il ne reste que plus rongé par le doute. Dès qu'il se décide à quitter les rangs des Jeunesses communistes, il éprouve aussitôt le sentiment de déserter, non pas une organisation, mais bel et bien un idéal. Désireux qu'il est de servir la cause, il se livre à un examen permanent de lui-même et, dans son incertitude, s'adresse toujours de nouveau au Parti. C'est ainsi que dans une lettre rédigée à l'intention de celui-ci, il déclare humblement : « *Ce sont là choses qui prouvent que je ne suis pas un bon bolchevik. Je sens qu'à cette heure, je ne suis certainement pas cela (encore que radicalement opposé au capitalisme et à tout ce qui y est lié) et que peut-être je ne le serai jamais. A présent, je me sens parfois tout à fait étranger dans notre armée (j'entends par là le Parti).* »

Ce douloureux examen lui permet finalement de se libérer du dilemme : il se rend compte que ce n'est pas en quittant le stalinisme, mais en y adhérant, qu'on déserte la révolution sociale. Sa pensée s'exprime le plus nettement dans le journal *Werkloozenkrant*, édité par le Comité des chômeurs du bâtiment de Leyde. Dans le numéro du 24 novembre 1932, il écrit : « *Sommes-nous à la fin bien décidés, comme travailleurs, à former une unité de classe? Pour que cette unité existe, il faut que chacun sache pourquoi il en fait partie. En quoi consiste l'organisation de cette unité de classe? Elle ne peut pas être incarnée dans tel ou tel parti, groupe ou syndicat, mais c'est aux travailleurs qui en sont les participants à la prendre eux-mêmes dans leurs mains.* »

Dans la vie et dans la formation de Marinus Van der Lubbe un chapitre important consiste dans ses voyages. Il parcourt à pied une partie de l'Europe, nouant un peu partout amitié avec les humbles. Son vif esprit recueille ainsi une quantité d'impressions et de connaissances, comme en témoigne son carnet, publié par ses amis français après l'incendie du Reichstag sous le titre *Le Carnet de route d'un Sans-patrie*. Voici quelques extraits :

Le 1er octobre 1931, à Djurdjevo, e nYougoslavie, il enregistre les remarques suivantes :

« *Ce matin, j'ai cherché du travail chez quelques paysans une nouvelle fois, comme il y avait de grandes files de pierres sur les champs et que plusieurs autres étaient déjà au travail. Mais il n'y avait rien pour moi, étant donné que les paysans font tout eux-mêmes. C'est bien avantageux si l'on peut tout faire soi-même, mais à mon opinion la production communiste me semble toujours préférable. Ainsi, je suis assis sur le bord de la route et devant moi, je vois un petit gars qui reçoit une gifle de son père pour n'avoir pas bien mené deux chevaux et deux vaches tirant la charrue. Imaginez-vous, une petit gars de huit ans qui doit travailler toute la journée à un travail aussi dur que de mener une charrue avec un triple attelage. C'est quelque chose. Ainsi, nous voyons partout l'exploitation, qu'elle se fasse par les riches ou par les pauvres. Ils n'ont pas d'autres moyens et ce n'est que le grand capitalisme qui en est responsable. Seule la lutte qui doit venir changera tout ça.* »

Le lendemain, il écrit :

« *A Djurdjevo, j'ai trouvé un brave homme de paysan chez qui j'ai bien dormi et mangé. J'ai eu également une discussion avec un étudiant en philosophie qui passait ses vacances chez lui. Il étudie à Zagreb. Lorsqu'il me demanda à brûle-pourpoint de quelle tendance j'étais, l'idée me vint de lui dire « communiste » pour voir ce qu'il dirait. Mais il remarqua seulement qu'on était très sévère ici et qu'il fallait faire attention pour ne pas être mis à l'ombre. Egalement j'ai trouvé un cordonnier qui a réparé mon sac déchiré. Il l'a bien fait de même de mes bottes. Je lui ai promis de lui envoyer une carte. Entre autres, il expliquait qu'ici il y avait une dictature militaire et que les réunions et la liberté de la presse ne comptent pas pour grand-chose. (...) Enfin, je sais comment les paysans prennent à bail leurs fermes, Le dernier paysan m'a dit qu'ici la terre est sous le contrôle du gouvernement ou d'une commission gouvernementale et que les contrats ont une durée de quelques années. Voilà l'explication des nombreuses exploitations moyennes qu'on trouve. C'est la même chose chez nous dans le Haarlemmermeer (dans les polder pris sur la mer).* »

Le 9 octobre, en route vers Belgrade, il fait les considérations suivantes :

« *Un jour, je fis un bout de chemin sur une charrette qui n'avançait que tout doucement. J'étais assis à l'arrière avec mon sac à côté. En cours de route, nous dépassons une vieille femme avec son sac plein de provisions et également un pain sous le bras. A peine m'avait-elle vu avec mon sac qu'elle pense : « Il est sans doute de voyage », coupe un morceau de son pain et me le donne. Ça faisait du bien à mon âme de vagabond. Par hasard, j'avais une paire de souliers qui étaient trop petits pour moi et lui demandais si elle pouvait les utiliser. Malheureusement, elle ne pouvait rien en faire. Un peu plus tard, c'était l'heure de la sortie des écoles, deux gars grimpent sur la charrette, qui était alors toute occupée. D'autres suivent, mais l'un après l'autre, se trouvent fatigués. Toutefois, un seul, un petit gars de six ans environ ne démord pas et je le hisse sur la charrette. Il était encore loin de chez lui et c'est pourquoi il ne voulait pas abandonner l'occasion. Et ça, c'est vrai, on peut aimer les enfants. Parmi les enfants, on rencontre parfois des types qui te disent que tout va être mieux dans le monde. Cela se reflète pour ainsi dire dans leurs yeux. Et ce refrain « nous sommes la jeune garde du prolétariat » sonne pour eux tous, car en effet, ils sont cela. En sautant en bas de la charrette, pour prendre un chemin de traverse, il me faisait adieu de la main ! Pourtant, je n'avais presque pas parlé avec lui.*

« *Il y a encore de ces faits : par exemple, un cordonnier qu'on regarde travailler et qui, tout d'un coup, te demande : « Veux-tu que je te répare tes bottes? » Ou encore, comme ce matin, au début quelques maisons, mais rien à faire, et puis, chez un petit paysan, du pain et du café à discrétion. Voilà ce qui est typique pour l'homme. Nous n'avons pas besoin de chercher une occasion pour faire du bien. Nous le faisons que lorsque la situation se présente, non pas par philanthropie, mais parce que c'est bon tout simplement, et parce que le moment, les circonstances, nous ont faits ainsi. Pas comme fait le beau monde, chercher des lieux où l'on pourra faire du bien, c'est répugnant. Non seulement celui qui reçoit mais également celui qui donne peut être heureux, sans qu'on le remercie. On est toujours heureux et reconnaissant envers soi-même. Je crois que chez les hommes qui n'éprouvent plus cela, c'est la dégénérescence qui se fait sentir.* »

SON ULTIME VOYAGE

Le jeune militant se sent particulièrement attiré par l'Allemagne qu'il considère comme le « cœur de la révolution mondiale ». Dans la lettre adressée de Berlin le 22 avril 1931 à son ami Koos Vink, il résume de la façon suivante les impressions qu'il a recueillies en assistant à des réunions ouvrières et en discutant avec des travailleurs et des chômeurs allemands : « *Dis-toi bien que les ouvriers ne s'opposeront pas au fascisme seulement avec les paroles des chefs, mais que, partout en Allemagne, ils se sont rangés spontanément comme classe derrière le Parti communiste d'Allemagne. Réjouis-t-en simplement, parce que c'est une preuve que les ouvriers se sont mis du côté de l'Allemagne soviétique au lieu de la dictature fasciste, et rends hommage à ceux qui sont tombés dans la lutte contre le fascisme meurtrier.* »

En se rendant de nouveau en Allemegne quelques mois plus tard, il commence à sentir la léthargie qui s'empare du prolétariat dans ce « cœur de la

révolution mondiale ». Dans son carnet de route, il note à la date du 8 septembre 1931 : « *Contrairement à mon attente, j'ai pu atteindre Kleve, où j'ai passé la nuit dans une auberge de la jeunesse ouvrière. Je ne me suis couché qu'après une longue discussion sur le mouvement allemand et sur la question de savoir s'il se passerait quelque chose cet hiver. La conclusion finale était que la plupart ne bougeront probablement pas, à moins qu'ils ne soient soutenus.* »

Lorsqu'il entreprend son ultime voyage en Allemagne, vers la mi-février 1933, Hitler est déjà au pouvoir, le raz de marée nazi est en train de balayer les institutions démocratiques et le prolétariat, son prolétariat ! plie pitoyablement les genoux. Les chefs de ses organisations ne se lassent pas de répéter que le national-socialisme sera foudroyé par... le bulletin de vote aux prochaines élections. Le Parti communiste, qui a jeté ses adhérents froidement dans des combats de rue sans perspectives contre les troupes d'assaut nazies, condamne en automne 1932 son propre mot d'ordre « frappez les nazis partout où vous les rencontrez », et, pour aller jusqu'au bout dans sa volte-face, se met à dénoncer comme acte de provocation toute résistance spontanée. Dans une résolution adoptée à ce sujet, le Comité central du P.C. déclara en effet : « *Le Parti communiste allemand (...) n'a pas hésité à exclure de ses rangs des membres du Parti qui ont violé les principes marxistes-léninistes et les résolutions du Parti dans la question de la terreur individuelle. Dans cette situation grave, le Comité central du P.C. invite tous les ouvriers et travailleurs révolutionnaires à redoubler de vigilance en face de mouchards et d'autres provocateurs. Le Parti se dressera sans merci contre ceux qui violeront les résolutions du Parti et la discipline révolutionnaire, et contre tout manque de sang-froid à l'égard des tentatives de provocation de l'ennemi de classe.* »

L'homme qui, par son courage, avait fait de sa personne un point de mire de toutes les forces de répression même sous le régime démocratique, qui avait fondé tous ses espoirs sur l'action spontanée du prolétariat, et du prolétariat allemand en premier lieu, ne peut pas assister passivement à la débandade. Marinus Van der Lubbe étouffe dans ce flot de lâcheté. Il doit libérer sa conscience. Il doit agir. Le 25 février, il va toucher, poste restante, un mandat de trois florins qu'il s'était fait envoyer de Hollande. Il achète des briquettes chimiques dites « Kohlenanzuender » (au moment de son arrestation, il n'aura plus en poche que trois pfennigs et un morceau de savon). Le 27, le Reichstag est en flammes.

Les circonstances précises de l'incendie ne furent jamais tirées au clair, de même que les activités de Van der Lubbe pendant son dernier voyage. En ce qui concerne la signification qu'il ajoutait à son acte, nous ne disposons, au fond, que d'un seul document. C'est le témoignage du correspondant de la *Tribune de Genève*, W. Duesberg, qui eut l'occasion d'interviewer Marinus Van der Lubbe six semaines environ après son arrestation. Le prisonnier avait peut-être déjà subi des tortures et il s'entretint avec le journaliste en présence de ses geôliers. Ce témoignage n'est pas moins capital. En voici les éléments essentiels :

« *Je me le représentais tout à fait autrement. Je l'ai abordé, je l'avoue, sans curiosité; je l'ai quitté mécontent et avec regret. (...) Van der Lubbe n'est pas un malfaiteur ordinaire. Il avoue; bien mieux, il s'enorgueillit de ce qu'il a fait, comme d'une prouesse...*

Je demande à Van der Lubbe :

— Pourquoi avez-vous fait cela ?

— Le monde nouveau arrive, mais pas assez vite. Le monde ancien s'en va, il faut pousser ce qui s'e nva.

— Vous vouliez agir par votre exemple ?

Van der Lubbe fait signe de la tête.

— Mais vous n'avez réussi qu'à faire du tort à vous-même ainsi qu'à votre parti !

Van der Lubbe réfléchit un instant, puis il dit :

— Il y a des choses que personne ne semble devoir comprendre, ni les social-démocrates, ni les communistes. C'est le résultat final qui importe.

— N'avez-vous pas peur du châtiment ?

Van dre Lubbe répond, avec une moue dédaigneuse et en s'appuyant sur ses mains, qu'il a longues et régulières :

— Je n'ai pas peur. Qu'est-ce qui peut m'arriver ? Ils vont m'enfermer pour quelques années, puis il y aura la guerre et l'on me relâchera, et, même si je n'étais pas libéré, peu importe, je n'ai pas grand-chose à perdre.

— Au moins regrettez-vous maintenant ce que vous avez fait ?

— Non, on ne doit jamais regretter ce qui est fait. Tout ce que je regrette, c'est que la coupole du Reichstag ne se soit pas écroulée. Une coupole, c'est toujours quelque chose de symbolique.

Van der Lubbe soupire, puis il rit, d'un rire guttural, presque silencieux...

— Si vous aviez incendié le Karl Liebknecht-Haus au lieu du Reichstag, votre cas serait moins grave !

Mais voici que mon interlocuteur se fâche :

— Si vous voulez vous payer ma tête, adressez-vous à d'autres...

Van der Lubbe discute âprement, réfléchissant à chaque mot, avec un gros souci des nuances et des synonymes, interrompant sans cesse ses interrogateurs (...) Tel que je l'ai vu et entendu, j'ai peine à croire qu'il ait agi pour d'autres raisons que celles d'ordre idéaliste qu'il invoque. Avec la vie frugale qu'il menait depuis de longues années, ce philosophe vagabond n'avait besoin de rien. (...) Je l'ai pris, avant de le connaître, pour un abruti et un faible d'esprit, un illetré bafouillant des phrases incohérentes. Mais il faut l'entendre parler pour se faire une opinion juste de Van der Lubbe. »

LES BASILE A L'ŒUVRE

Rien, absolument rien ne peut réveiller le Parti communiste et la social-démocratie de leur coma. Une vague d'arrestations, opérées selon des listes préparées longtemps avant, va frapper les cadres des deux partis. Mais ni l'inéluctable déchaînement de la répression, ni l'exemple de Marinus Van der Lubbe, ne leur inspirent l'idée de résister. Apprenant par les journaux du 28 février que la propagande gouvernementale le dénonce comme l'initiateur de l'incendie, le président du groupe communiste au Reichstag, Ernst Torgler, confie à une amie une livre de café et un billet de cent marks pour son épouse, passe un coup de téléphone à celle-ci et se présente à la police hitlérienne en compagnie de deux avocats. Le chef du Parti communiste, Ernst Thaelmann, se laisse sottement cueillir dans la banlieue berlinoise. D'autres se dirigent vers la frontière, abandonnant des millions d'adhérents à leur triste sort. Leur lâcheté n'a d'égale que leur haine pour l'homme qui refuse de participer à la déroute. Toutes les énergies qui restent encore aux chefs attitrés du prolétariat allemand se concentrent sur une seule cause : faire passer Marinus Van der Lubbe pour un provocateur nazi. La rapidité avec laquelle ils ont forgé cette calomnie n'est guère étonnante; nous avons cité *in extenso* la résolution par laquelle le Comité central du Parti communiste avait affiché, dès l'automne 1932, sa volonté de stigmatiser toute résistance spontanée contre l'avènement des hitlériens comme un acte de provocation.

Deux énormes machines de propagande se mettent en mouvement pour écraser dans leur choc l'individu insoumis et obnubiler les consciences auxquelles il a voulu parler par son acte. Tous les moyens dont dispose l'Etat hitlérien sont mobilisés. Le 23 mars, le Reichstag promulgue une loi permettant, avec effet rétroactif, d'infliger la peine capitale pour le crime d'incendie. De leur côté, les services russes créent un organisme spécial, le *Comité mondial d'aide pour les victimes du fascisme hitlérien*, chargé de rassembler les fonds et les dupes nécessaires pour la réussite d'une croisade de mensonge. Sur deux mille livres sterling collectés en Grande-Bretagne, huit cents seulement servent à secourir les victimes de Hitler, d'après le rapport rédigé par le Comité lui-même, tandis que douze cents sont dépensés pour diffamer Van der Lubbe. Le Comité mondial publie le fameux *Livre Brun sur l'incendie du Reichstag et sur la terreur hitlérienne* en dix-huit langues et établit une *Com-*

mission d'enquête. composée de juristes plus ou moins éminents de plusieurs pays et qui, à la veille du procès de Leipzig, organisera un contre-procès à Londres, un véritable procès en sorcellerie, sans défense, et contre un accusé qui sera en train de subir les dernières tortures avant de comparaître devant ses juges nazis.

Entre temps, la presse allemande, mise au pas est inondée par des nouvelles fantaisistes sur les prétendues relations de Van der Lubbe avec Torgler et les trois « apparatchik » d'origine bulgare Géorgui Dimitrov, Blagoi Simon Popov et Vassili Tenev, appréhendés dans un café de luxe à la Postdamer Strasse le 9 mars 1933. Il faut prouver que l'incendiaire avait reçu les consignes et les moyens techniques de la part des chefs communistes et social-démocrates.

Les journaux staliniens du monde entier — et à leur suite la majorité de la presse démocratique — déversent un flot de mensonges non moins absurdes pour démontrer surtout que Van der Lubbe est un pédéraste, qu'il avait été une des « filles » du capitaine Roehm et qu'il avait manifesté des sympathies politiques pour le national-socialisme.

Les fantaisies sur les aberrations sexuelles du jeune maçon se heurtent à de nombreux démentis catégoriques. Le Comité mondial impute alors des tendances homosexuelles à tous ceux qui, ayant partagé leur chambre avec Lubbe, avaient été bien placés pour s'apercevoir de son inversion, si tant est qu'elle eût existé. En quête d'au moins un fait précis, on remonte jusqu'à l'enfance de Marinus et lui découvre une « singularité » : la timidité en présence de petites filles et le fait de placer ses affections « parmi ses camarades d'école et ses compagnons d'âge ». (Or les psychologues considèrent ce comportement comme normal au moins jusqu'à l'âge de la puberté, la préférence pour la compagnie des fillettes étant au contraire un signe de tendance à l'inversion pour plus tard.) Les Basile de l'antifascisme exploitent à leurs fins également le drame sentimental que Lubbe a vécu au cours de ses pérégrinations. A Budapest, il a rencontré un ouvrier dont la sœur était tombée dans la prostitution. Il s'est épris d'un amour passionné pour la jeune fille et lui a proposé de s'en aller avec lui. Ne trouvant pas le courage de quitter sa servitude, elle lui a offert la consolation d'une nuit d'amour. Bien que ne parlant pas la même langue, les deux jeunes gens ont cherché à s'écrire plus tard. Marinus, qui est la réserve et la discrétion même, n'en a pas dit davantage à ses amis. Dans le *Livre Brun,* cet épisode se trouve transformé en une démonstration supplémentaire de son inversion : « *Van der Lubbe raconte qu'il voulait sauver cette fille du bordel, mais elle lui aurait réclamé de l'amour. Il aurait dormi avec elle dans une chambre toute une nuit sans la toucher, puis aurait continué son voyage. Le récit de la fille qui doit être sauvée est une histoire d'homosexuel typique. C'est ce qu'à l'imitation de Freud, les homosexuels appellent le complexe Parsifal.* » (1)

Puisque Van der Lubbe n'est pas un inverti, comment trouver le moindre indice de ses prétendues relations sexuelles avec le capitaine Roehm ? A défaut des faits, on se procure un témoin *anonyme* — seules ses initiales W. S. sont révélées — qui affirme avoir vu une liste d'amants de Roehm, *disparue entre temps,* sur laquelle avait figuré le révolutionnaire hollandais : dans sa déposition diffusée par le Comité mondial, le mystérieux W. S. déclare que cette liste comprenait uniquement des prénoms et, parmi ceux-ci, un certain Nusti. Or, le diminutif du prénom Marinus n'est pas Nusti mais Rinus. Aussi le Comité mondial publie-t-il promptement une seconde version, perfectionnée et contradictoire, du même témoignage : W. S. se « souvient exactement » avoir vu un prénom Rinus « derrière lequel était écrit entre parenthèses un nom hollandais commençant par Van der ». Le même Comité mondial publie d'ailleurs, quelques temps après, une troisième version des dires du même W. S., d'après laquelle on lisait très exactement : Marinus Van der Lubbe (ou Subbe) et plus loin, entre parenthèses, le pays d'origine : Hollande. Tout cela au milieu d'une liste *qui ne comprenait que des prénoms...*

Les allégations relatives aux sympathies de Van der Lubbe pour le national-socialisme sont, si possible, cousues d'un fil blanc encore plus gros. Pour commencer, le Parti communiste hollandais rassemble parmi ses adhérents de Leyde quelques témoignages sur des critiques formulées à son égard par Van der Lubbe et les publie sous une forme défigurée. Il s'attire une série de démentis formels de la part des ouvriers qui connaissaient bien Lubbe; même certains de ses propres adhérents protestent publiquement contre les mensonges qui leur sont ainsi imputés. La Commission d'enquête envoie en Hollande trois de ses membres pour se renseigner sur place sur le personnage de l'incendiaire. Mis au pied du mur un peu plus tard à Bruxelles par le militant anarchiste Ernestan, le membre belge de cette sous-commission, l'avocat Pierre Vermeylen, admettra dans sa réponse publiée par l'hebdomadaire *Le Rouge et le Noir* que « *les enquêteurs, loin d'avoir recueilli des éléments leur permettant de conclure que Van der Lubbe était un provocateur, avaient au contraire reçu des témoignages dont la concordance parfaite les amenait à cette première impression que Van der Lubbe était un homme désintéressé qui n'avait pu agir que par convictions politiques ou par entraînement sentimental.* »

Il serait trop long d'énumérer tous les procédés mis en œuvre pour fabriquer le mythe qui devait usurper la place dans l'histoire qui appartient au jeune révolutionnaire de Leyde. Le futur historien trouvera une riche documentation là-dessus, publiée dans de petits journaux, revues et brochures par le soin des *Comités Van der Lubbe,* hollandais et français. Cependant, toutes les mystifications du Comité mondial ne révèlent que partiellement la nature de sa croisade. Pour pouvoir en juger toute la bassesse, il faut connaître la tentative diabolique de saboter la défense du prisonnier des nazis au cours même de son procès. Les autorités hitlériennes imposent à Van der Lubbe de choisir un avocat dans le barreau allemand. Il s'y refuse et on lui désigne un défenseur d'office; il n'adressera jamais la parole à celui-ci au cours du procès. Toutefois, sa famille a droit de se constituer partie civile et se faire représenter par un avocat de son choix. Me Franz Pauwels, un avocat hollandais, rend visite au frère de Lubbe et obtient de lui l'autorisation de se présenter à Leipzig en son nom en précisant que tous les frais, indemnités et honoraires seront réglés par un groupe d'intellectuels soucieux d'assurer la défense du jeune révolutionnaire. Une enquête entreprise par les camarades de celui-ci révèle que le « groupe d'intellectuels » en question n'est autre que le Comité mondial. Il faut que le frère de Van der Lubbe informe la presse de cette opération pour réussir à retirer à Me Franz Pauwels son autorisation. Le Comité mondial a failli de justesse se glisser dans la salle d'audience de Leipzig et couvrir Van der Lubbe de boue en face des juges décidés à lui infliger la peine capitale...

La bataille des mystifications qui oppose ici les hitlériens et les staliniens est bien étrange. L'ennemi principal est le même pour les uns que pour les autres. Dans leur souci commun pour ne pas faire éclater la vérité, ils n'hésitent pas à se rendre service mutuellement, au milieu de tiraillements en apparence sans merci :

Les deux parties s'accordent pour affirmer que c'est l'incendie du Reichstag qui est à l'origine de la terreur déchaînée contre les communistes et les socialistes. La puérilité de cette thèse saute aux yeux.

Après tant de capitulations des deux partis, Hitler n'avait plus besoin de prétextes pour oser donner le coup de grâce au mouvement ouvrier agonisant. Sylvia Pankhurst l'a dit d'ailleurs avec toute la clarté nécessaire, dans une lettre à Henri Barbusse : « *En aucune façon nous ne pouvons tenir Van der Lubbe pour responsable du fait que les nazis — dans la poursuite d'un programme déjà clairement établi de destruction et de férocité contre quiconque oserait enfreindre leurs volontés — aient*

(1) Il est assez intéressant que le texte que nous venons de citer ait été supprimé dans l'édition anglaise du **Livre Brun.**

osé prétendre que l'acte de Lubbe fut une excuse valable pour le régime de terreur mis en pratique avant, pendant ou après l'incendie. Devant les atrocités qu'ils commirent précédemment à leur accession au pouvoir, devant les faits et gestes de leurs collègues en Italie depuis onze ans, on ne peut honnêtement que rejeter comme une illusion l'idée que le feu mis au Reichstag ait été la justification des hideux masacres, des actes de bestialité et des emprisonnements en masse qui se sont multipliés depuis lors. » Cette observation se trouvera confirmée, beaucoup plus tard, par Goering lui-même. En effet, lors de la préparation du procès de Nuremberg, la question suivante lui sera posée le 13 octobre 1945 par R. M. Kempner : « *Si l'incendie du Reichstag ne s'était pas produite, quand auriez-vous arrêté ces gens qui se trouvaient alors sur la liste ?* » Et voici la réponse : « *Selon ma conviction, huit ou dix jours plus tard.* »

D'autre part, les porte-parole de Moscou aussi bien que ceux de Berlin s'efforcent de démontrer que Van der Lubbe a dû avoir des complices, bien qu'il résiste aux sévices les plus atroces de la police fasciste en maintenant jusqu'au bout qu'il a agi seul et de son plein gré. On lance des formules trompeuses pour entériner la version de l'incendie « collectif ». Ainsi, personne n'insiste sur le fait que seule avait flambé la salle des séances (faite d'une accumulation immense de boiseries) et, quand il est question de cette salle, tout le monde déclare gravement qu'on y a trouvé « onze foyers d'incendie ». En réalité, ces fameux « foyers d'incendie » étaient à un mètre l'un de l'autre.

Là où le lien de complicité entre les détracteurs des deux bords se manifeste le plus nettement, c'est dans les déplacements de l'épouse de Dimitrov. Elle voyage sans entraves entre Berlin et Paris pour entretenir le contact entre son mari et le Comité mondial chargé de présenter Marinus Van der Lubbe comme un provocateur nazi.

LE FANAL S'ETEINT

Pendant que ses ennemis s'acharnent contre lui, Marinus Van der Lubbe, prisonnier à Berlin Alt-Moabit, règle ses dettes et distribue ses richesses.

Chaque fois qu'il est autorisé à écrire à ses amis, il donne des consignes pour la répartition de l'allocation d'invalidité qu'ils peuvent toucher à sa place. A une lettre du 18 mai 1933 pour son ami Simon J. Hartevelt, il ajoute ce petit mot pour les enfants de ce dernier « *Chers Wim et Jopie, il se peut que la lettre que je vous ai écrite se soit égarée. Lorsque Wim était malade, il a eu beaucoup de cadeaux. Jopie n'en était pas fâchée, et maintenant vous aurez tous les deux 1.25 florin, ensemble 2.50 pour épargner ou pour un tout petit cadeau. Dites ça seulement à papa, probablement nous le ferons ensemble une fois. A vous de tout cœur. Rienus* ». Le 8 juin, il écrit à Hartevelt : « *Mon frère écrit également au sujet de mes effets. Ce n'est rien et ses pensées doivent être chassées du monde. Le peu de livres que j'ai se trouvent à la disposition de tout le monde, et qui en veut peut les avoir. Le reste, tu n'as qu'à le garder pour toi ou le vendre. La boîte à pain et les autres choses, tu peux les garder, si tu n'emploies pas la boîte, donne-la à Baars. Mais s'il ne veut pas l'avoir, tu feras mieux de l'offrir à Jan L. Quant à la table et aux chaises, ce n'est pas grand'chose, mais Jan peut les avoir. Tu peux en faire ce que tu voudras, les laisser là ou les vendre, etc. Le drapeau est pour celui qui en aura besoin ; si possible peins le tout de la même couleur* ».

Le maçon Hartvelt, qui est son frère spirituel, lui fait part des calomnies diffusées par la presse moscoutaire et autre. Van der Lubbe répond stoïquement le 8 avril : « *Camarade, j'ai lu tout ce que tu dis au sujet de la presse. Bah ! Il ne faut pas trop s'étonner. La presse dispose de la presse et ils y écrivent ce qu'elle veut* ». Et, dans une lettre qui doit passer par la censure, il écrit un petit poème qui sera en quelque sorte son testament :

O Travail !
Non pas les Partis — Vivre ou mourir
Non pas les thèses — Gagner ou perdre
Non pas les paroles
Non pas l'être
Tout est un droit à la vérité.

Il reprend la question dans une lettre du 18 mai, où il dit à Hartevelt : « *Du reste, camarade, pour la question « provocateur » ou pareille chose, pas trop d'inquiétude. Tout est clair comme du cristal* ». Et dans celle du 8 juin : « *Ne t'en inquiète pas trop, car toute l'affaire est parfaitement claire et peut être difficilement prise pour de la besogne de provocateur* ».

Cette tranquillité de l'âme ne paraissait nullement déplacée. Quelques mots auraient suffi, au moment du procès de Leipzig, pour fouler aux pieds du tribunal tout le monument de mensonge qu'avaient construit les propagandistes totalitaires. Il devait en être autrement. Les paroles libératrices ne sortirent plus des lèvres de Marinus Van der Lubbe. La voix de la liberté indomptable, qu'il voulait faire retentir à travers l'Allemagne enchaînée et martyrisée en expliquant son acte, fut étouffée à Alt-Moabit. Les tortures finirent par avoir raison de ses forces physiques. Nous ne savons pas au juste ce qu'il a subi. Le fait est qu'après son exécution, les autorités allemandes se refusèrent de procéder à l'autopsie. Son demi-frère, Jan Van Peuthe, ne fut admis à voir le cadavre découvert que pendant quelques instants, mais cela lui suffit pour apercevoir dans l'ouverture de la chemise l'épaule déchirée et affreusement meurtrie.

L'état auquel Van der Lubbe se trouve réduit au moment du procès de Leipzig rend perplexe tous ceux qui y assistent. Ce garçon de constitution herculéenne, de volonté indomptable et d'intelligence souvent étonnante, reste assis le dos courbé, la tête tombant sur la poitrine et son nez coule continuellement sans qu'il s'en aperçoive. Aux questions qu'on lui pose, il donne des réponses monosyllabiques dans le meilleur des cas ; le plus souvent, il reste muet ou grogne de façon incompréhensible. Ses détracteurs hitlériens et moscoutaires feignent de considérer son attitude hébétée comme absolument normale. Dimitrov, qui se faisait photographier en prison, tantôt avec un gros cigare, tantôt en train de lire la *Pravda* de Moscou, alors que les tortures transformaient Lubbe peu à peu en cette lamentable loque humaine que l'on voit comparaître maintenant devant le tribunal, ce même Dimitrov n'hésite pas à l'appeler : « Cet idiot ».

Au premier moment, même ses amis sont pris au dépourvu. C'est qu'à ce moment-là le monde civilisé ne se doute pas encore des méthodes utilisées par la police des totalitaires et encore moins des effets qu'elles exercent sur l'individu. Seul le Kremlin a tout prévu. Et pour cause. Il est vrai que le procès de l'incendie du Reichstag est organisé bien avant les grands procès de Moscou. Mais déjà en 1928, les techniciens des mines du bassin du Donetz avaient récité leurs aveux hallucinants au cours du « procès de Chakhty », suivi par celui du « parti industriel » en 1930 et par celui des mencheviks en 1931. Aussi plusieurs témoignages concordants d'anciens communistes nous font-ils croire que la tête de Dimitrov fut sauve et saine bien avant l'ouverture du procès de Leipzig, grâce à une entente conclue à son sujet entre Moscou et Berlin. Mais ce serait un autre chapitre.

Cependant, malgré son écrasement physique, le moral de Marinus Van der Lubbe reste intact jusqu'à la fin. Dans un ultime effort, il maintient qu'il est le seul auteur de l'incendie et que ses coinculpés staliniens n'y sont pour rien. Il tient la tête, une fois de plus aux deux machines totalitaires. La thèse nazie, imputant l'incendie au parti communiste et à la social-démocratie, est pulvérisée. Le Comité mondial se voit infliger un démenti cinglant. Le *Livre Brun* n'avait-il pas affirmé : « *Van der Lubbe avouera tout ce que ses maîtres lui prescriront. Il déposera contre Dimitrov tout ce qu'on désirera. Il chargera tous ceux que ses amis nazis veulent perdre, il innocentera tous ceux que ses amis nazis veulent sauver* ». Mais les supplices subis ne lui laissent plus de force pour se transformer d'accusé en accusateur. Le cri de la liberté dans la nuit du totalitarisme qui est tombée sur l'Allemagne et qui étouffera bientôt l'Europe entière s'est transformé en murmures qui meurent sur les lèvres de l'homme prostré.

Le monde abasourdi ne fait plus attention à ces mesures à peine perceptibles. La seule flamme qui réveille encore sa sensibilité, en attendant la conflagration générale, est celle des feux d'artifices.

C'est l'ère des troupeaux et des prétoriens. Le fanal que Marinus Van der Lubbe a élevé, un instant au-dessus des têtes, lui est brutalement arraché. Son rôle devant les juges nazis est accaparé par un faux jeton. Dimitrov, serviteur d'une autre tyrannie, singe l'attitude d'un héros de la liberté. Mais le mensonge qu'il lance n'est qu'un chant de sirène. Il montre d'ailleurs son véritable visage tout à la fin du procès, lorsque le procureur propose son acquittement et la condamnation de Lubbe à mort. « *Je demande*, s'écrie Dimitrov, *que Van der Lubbe soit condamné comme ayant travaillé contre le prolétariat et que des dommages-intérêts nous soient accordés pour le temps que nous avons perdu ici* ».

Le verdict prononcé le 23 décembre 1933 n'accorde pas de dommages-intérêts aux quatre accusés moscoutaires ; ils doivent se contenter de leur acquittement. En revanche, Dimitrov et ceux dont il est le porte-parole obtiennent entière satisfaction en ce qui concerne le jeune révolutionnaire. Marinus est condamné à mort. Sa tête, tranchée par la guillotine dans la cour de la prison de Leipzig le 10 janvier 1934, sera exposée au Musée de la police de Berlin. « *La grande exécution de Van der Lubbe*, écrit le journal *Angriff*, organe des dirigeants nazis, *prouve que le procès n'a pas été la comédie pour laquelle on a voulu le faire passer, jouée autour d'un vil agent provocateur, mais une œuvre de justice* ». N'exagérons rien. Il est incontestable qu'en assassinant Marinus Van der Lubbe, les hitlériens ont assouvi leur propre vengeance. Mais ils ont également obéi à la nécessité de réfuter les mystifications du Comité mondial.

Le seul témoignage sur l'attitude du condamné à mort pendant ses derniers moments est celui du Dr Meyer-Collings, traducteur hollandais, tel qu'il fut enregistré par W. Duesberg :

« *La veille du dernier jour*, me raconte Collings, *j'ai accompagné le procureur général dans la cellule de Van der Lubbe. Il était dix heures du soir. Le condamné à mort était debout devant la fenêtre grillée. M. Werner lui donna à nouveau la lecture du jugement en ajoutant que le président du Reich n'avait pas cru devoir user de son droit de grâce. J'allais traduire ces paroles en hollandais lorsque Van der Lubbe m'arrêta en disant :*

— Ce n'est pas la peine, j'ai compris.

— Avez-vous un désir ?

— Non, aucun. Je vous remercie, et à demain !

Van der Lubbe, par ces paroles, montrait qu'il était entièrement maître de lui.

Le lendemain on le réveilla à 6 h. 30. Il dormait profondément et il fallut le secouer fortement pour qu'il se réveillât. Il se leva en silence et but deux tasses de café. Le pasteur Hollmann s'avança vers lui pour le consoler. Mais Van der Lubbe ne répondit à aucune de ses questions. Peu après 7 heures, les membres du tribunal et douze citoyens de Leipzig se réunissaient dans la cour de Landgericht.

La guillotine, amenée de Dresde, avait été dressée dans le courant de la nuit. Van der Lubbe, qui se trouvait à la prison des prévenus, Moltkestrasse, fut amené en auto. On le fit attendre dans un couloir.

Le président Buenger et M. Werner, le procureur, étaient en robe rouge. Les juges portaient des manteaux de soie noire et des hauts-de-forme.

Van der Lubbe est amené. A ce moment, la « Armes Suendergloeckhen » — la cloche du pauvre pécheur — tinta lugubrement. De sa voix monotone, M. Werner lut une dernière fois le jugement et, quand il eut terminé, il ajouta :

— Et je livre Van der Lubbe à la justice terrestre.

Les trois bourreaux se saisirent alors de lui et l'entraînèrent en courant vers la guillotine, à dix mètres de là. C'est pour écourter la tension nerveuse du condamné que le bourreau et ses aides s'en vont toujours au pas de charge. Van der Lubbe n'opposa aucune résistance. On l'attacha sur une planche par le ventre et la figure en bas. Un déclic : il avait cessé de vivre. Je vous ferai grâce d'autres détails. Le Dr Collings a nettement perçu trois bruits : l'action du bourreau sur le bouton, la chute de la tête roulant dans la sciure et, très nettement, le sinistre jaillissement du sang. L'exécution eut lieu à 7 h. 30, parce que la loi prescrit qu'elle doit se faire au point du jour. Le prêtre affirme que Van der Lubbe avait remué les lèvres, mais le Dr Meyer-Collings n'affirme qu'aucune parole n'en serait sortie ».

Paul BARTON.

ALFRED WEILAND EST LIBÉRÉ

Après avoir passé huit années dans les camps et les prisons d'Allemagne Orientale, un militant ouvrier bien connu à Berlin vient d'être mis en liberté. Il s'agit d'Alfred Weiland, ancien représentant d'un courant antiautoritaire du mouvement ouvrier allemand, qui fut, le 11 novembre 1950, enlevé par une équipe d'agents communistes en plein secteur américain, assommé et chloroformé, puis transporté en voiture dans le secteur russe.

Weiland, qui n'appartenait à aucun parti, défendait les conceptions d'un socialisme indépendant et décentralisé. Il avait adhéré, avant la prise du pouvoir par Hitler, au mouvement « unioniste », lequel se réclamait de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg. Les « unionistes » étaient avant tout partisans des conseils ouvriers — marxistes mais antiautoritaires —. Leurs origines et leur philosophie les différenciaient des anarcho-syndicalistes allemands, mais il existait de nombreux contacts entre les deux courants.

Sous le régime nazi, Weiland fut persécuté. Dès la fin de la guerre il édita une petite revue qui portait le nom de **Neues Beginnen** (Nouveau Départ). Sans défendre aucun programme dogmatique, cette publication s'efforçait de recréer un mouvement ouvrier empreint d'un esprit de liberté, autonome et politiquement indépendant. Grâce à cette revue, Weiland avait établi des contacts tant en Allemagne occidentale qu'en zone russe. Les communistes jugèrent ses activités dangereuses pour la dictature stalinienne installée en zone d'occupation soviétique.

En Allemagne orientale, Weiland fut déféré devant un tribunal militaire russe, lequel l'acquitta pour les délits d'espionnage, de haute trahison, de trahison et de sabotage ; mais il fut ensuite conduit devant un tribunal civil qui le condamna, pour les mêmes « crimes » à 15 ans de prison. Le côté extraordinaire de l'affaire réside dans le fait que Weiland fut poursuivi, jugé et condamné pour des activités qui avaient été menées dans un pays qui ne relevait ni de la juridiction russe, ni de celle de l'Allemagne orientale.

Ce n'est que deux ans après avoir été enlevé qu'il put correspondre avec sa famille résidant à Berlin Ouest. A sept reprises, Weiland fit la grève de la faim. Il vient d'être remis en liberté, malade et physiquement affaibli, mais moralement et mentalement le même qu'autrefois. — **H. R.**

LES CHANTS D'UN PEUPLE ADULTE

Il n'est point de sauveur suprême,
Ni Dieu, ni César, ni tribun.
Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes,
Décrétons le salut commun !
Nous ne voulons ni Dieu ni Maître
Entravant notre liberté,
Car nous voulons voir apparaître
Le soleil de l'égalité.

LES SLOGANS D'UN PEUPLE QUI RETOURNE A L'ENFANCE

Hier :

« *Maréchal, nous voilà !* »

Aujourd'hui :

« *Oui, à de Gaulle !* »

Demain :

« *Tous aux ordres de Thorez !* »

CONTROLE DES NAISSANCES ET INLFUENCE CATHOLIQUE

La femme française est, avec la femme italienne et espagnole, celle qui est, en Europe Occidentale, la moins libre de son corps, et la plus obsédée par les problèmes sexuels, par crainte de la maternité.

Rien en France ne permet à la femme d'envisager une maternité volontaire (d'avoir un enfant quand elle le désire), ce qui représenterait un facteur de liberté, totalement compromise par l'inquiétude permanente de la grossesse indésirée.

Comme par hasard, c'est dans la partie de l'Europe où prédomine l'influence de l'église catholique, que la femme est la plus désarmée en ce domaine.

Alors que la femme suisse, par exemple, peut grâce à une législation stricte, mais à son service, connaître entièrement les problèmes qui intéressent le couple en utilisant les cours gratuits, faits dans chaque commune. par un médecin ou un pédagogue, en présence le plus souvent d'un représentant de la morale (le pasteur). Elle peut connaître les moyens contraceptifs (anticonceptionnels) dont dispose la médecine moderne en matière de gynécologie (ce qu'ignorent ou refusent le plus souvent la grande majorité des médecins français) et peut avoir la possibilité d'utiliser ceux-ci avec les conseils de son médecin, si elle ne désire ou ne veut plus d'enfants.

Cet exemple suisse prouve que nous avons en France, dans ce domaine, un retard d'un demi-siècle sur nos voisins européens immédiats (Suisse, Grande-Bretagne, Danemark, Suède, Tchécoslovaquie, Allemagne) ou plus lointains (Japon, Chine, Inde ou U.S.A.).

La revue trimestrielle d'information « La Maternité heureuse » (1), seule revue française, à ma connaissance, qui ose étudier ces problèmes interdits et tabous en France, est dirigée par une équipe de femmes dont la présidente est Madame Weill Halle (docteur) pose les problèmes du contrôle des naissances tels qu'ils se posent au sein des familles françaises et non pas tels que l'église catholique voudrait qu'ils soient vus.

Cette revue apporte dans sa totalité des informations et des résumés très riches indispensables pour tous ceux qui veulent qu'en France soient institués par l'Ecole et par la famille, pour l'enfant, pour l'adolescent, pour l'adulte et le couple, des cours d'éducation sexuelle et de « Birth Control ».

Le « Birth Control » est, pour le présent, dans ses applications pratiques, la meilleure arme à opposer à l'avortement provoqué.

Sur ce point, le docteur Aron Brunetière, dans le numéro 5 de la même revue, précise :

« ...Tous les Français, d'ailleurs, à de rares exceptions près, désobéissent à la loi de 1939 et limitent, d'une façon ou d'une autre, les naissances : l'avortement n'est qu'un moyen comme un autre de limiter la natalité parmi les moyens d'y parvenir : il représente la solution du moindre effort, la solution haïssable.

« La contraception préventive devrait s'y substituer. Certes, nous n'ignorons pas les difficultés qu'elle comporte, l'effort d'éducation et la rigueur qu'elle suppose pour devenir efficace. Mais qu'on n'objecte pas le caractère pharmaceutique des préliminaires dont elle s'assortit. Que les « idéalistes » que ces préliminaires rebutent, veuillent bien méditer un instant sur la poésie de la douche vaginale précipitée, ou sur celle de l'avortement criminel qu'ils acceptent très sereinement, une fois leurs besoins de « sentimentalité » satisfaits ; et que les hommes qui tranchent sur ce sujet avec une calme assurance et un tranquille égoïsme, faisant bon marché de l'opinion de leur compagne, n'oublient point que les femmes sont, en fin de compte, les premières intéressées à ces questions.

« Il s'agit, en définitive, de dire s'il ne serait pas préférable de remplacer une pratique dangereuse, paresseuse, amorale, par une pratique inoffensive, faisant confiance à l'instinct maternel de la femme et faisant de surcroît appel au sens de la responsabilité et de la volonté du couple, donc à ce qu'il peut y avoir en lui de plus noble. Ou la femme est aujourd'hui, en mesure de partager avec l'homme la responsabilité des vies engendrées, ou il faut cesser de parler de son émancipation. »

Dans le numéro 7 de décembre 1958, le docteur Pierre Simon, gynécologue accoucheur, apporte une synthèse du problème du contrôle des naissances en Chine populaire, à la suite de l'étude d'Alfred Sauvy « de Malthus à Mao Tsé Toung ». Il est possible pour un Français de méditer sur les moyens mis à la disposition de 600 millions de Chinois, pour la plupart analphabètes, tant en moyens d'information qu'en moyens de vulgarisation sur ces problèmes interdits en France par la loi du 31 juillet 1920.

A signaler le point de vue des marxistes chinois qui doivent être taxés par nos marxistes staliniens français, pour le moins de... déviationnistes.

Je cite : « Je faisais remarquer à mon hôte combien ces données du « Birth Control » étaient peu conformes à l'orthodoxie marxiste, et je rappelais, outre la correspondance Marx-Engels condamnant le malthusianisme, les discours et l'hostilité de Maurice Thorez et de Jeannette Vermeersch lors de la campagne du dépôt des projets de loi réclamant l'instauration du contrôle des naissances en France (abrogation des articles 3 et 4 visant la vente et la publicité des contraceptifs), il me fut répondu avec justesse et intelligence : « Voir les conditions et les ajuster, c'est le marxisme comme je le vois. »

Cette réponse ne résume-t-elle pas toute la finesse des mutations doctrinales de la République chinoise ? »

Dans ce numéro 7, un article, sur les problèmes psychologiques individuels et familiaux posés par la densité familiale du Docteur André Berge.

Les interviews et les points de vue de femmes et d'hommes contenus dans ce même numéro prouvent l'intérêt grandissant que prennent ces problèmes en France. Il faut espérer qu'un jour ceux-ci sauront imposer leur point de vue aux 15 pour cent de catholiques pratiquants qui s'opposent à l'émancipation de la femme française.

Car pour l'instant on ne peut qu'être d'accord avec l'affirmation du docteur suisse H. Flournoy, mort récemment, chargé du cours de psychologie médicale à la Faculté de Médecins de Genève qui disait :

« Un peuple qui a besoin de menaces pénales pour assurer sa natalité et maintenir haute la morale n'est ni tout à fait sain, ni tout à fait majeur. »

R. JULIEN (Isère).

CERCLE ZIMMERWALD

REUNION DU 15 MARS 1959

La délégation Force Ouvrière de l'aviation civile en U.R.S.S.

Roger Lapeyre a bien voulu exposer devant le Cercle Zimmerwald comment une délégation des Syndicats Force Ouvrière de l'Aviation civile était allée en U.R.S.S.

Après avoir donné une vue générale de l'aviation civile en France (différentes entreprises, personnel qu'elles emploient, différentes organisations syndicales), il explique que ce n'est pas de gaîté de cœur qu'il a conduit à Moscou une délégation syndicale. Mais ses camarades d'Air-France accusaient de sectarisme ceux qui refusaient par principe tout contact avec les syndicats soviétiques. Pour écarter ce reproche, on pouvait faire l'expérience, pourvu qu'on fût maître de ses conditions.

L'initiative appartint à la Fédération F.O. des Travaux publics et des Transports, qui adressa une invitation au Conseil central des Syndicats soviétiques. L'invitation fut acceptée, pour la plus grande consternation de la C.G.T. Une délégation russe arriva, conduite par le Secrétaire général du Syndicat des travailleurs soviétiques de l'aviation, qui compte 240.000 membres. Des discussions difficiles eurent lieu. Le heurt le plus dur se produisit à propos de l'affaire hongroise. Au terme de ces discussions, on réussit, non sans peine, à se mettre d'accord sur le principe d'un échange de travailleurs des deux pays.

Le Conseil central des Syndicats soviétiques invita ensuite les travailleurs de l'aviation civile française à rendre cette visite. L'invitation fut acceptée, étant entendu qu'il s'agissait de mettre au point l'échange de travailleurs russes et de travailleurs français.

Il importe, pour juger l'initiative de Lapeyre et de ses camarades, de bien comprendre dans quel esprit ils sont allés à Moscou. Ils n'attendaient de cette prise de contact que des résultats très limités.

Lapeyre consent à livrer ses impressions et à donner quelques renseignements sur la manière dont l'aviation civile est organisée en Russie, sur les conditions de travail du personnel, qui dans l'ensemble lui ont paru bonnes, sur le contrôle important exercé par les laboratoires, sur les salaires, sur le caractère des syndicats, sur le journal mural, sur le travail des femmes, etc. Mais il ne se fait aucune illusion sur la valeur de ces impressions et de ces renseignements. Ce n'est pas pour les rapporter que ses camarades et lui sont allés en Russie. Ils savaient qu'ils rencontreraient les hommes du régime, et non d'authentiques représentants des travailleurs russes. Quant à essayer, en dehors des entretiens officiels, de se faire une idée de ce qui se passe en Russie, de la manière dont y vivent les travailleurs et de ce qu'ils pensent, Lapeyre savait qu'il ne pouvait rien espérer de tel.

Les travailleurs russes de l'aviation ont vu passer parmi eux une délégation de travailleurs français dont ils ont su qu'elle ne représentait pas la C.G.T. communiste ; c'est peu de chose, et les propos échangés avec eux par cette délégation ont été de peu de conséquence ; ce n'est pas tout à fait rien quant au but même de la visite française, il a été atteint : des accords ont été signés pour que des échanges de travailleurs aient lieu. 5 ou 6 ouvriers russes viendront travailler en France. Il va sans dire que ces ouvriers seront choisis par les maîtres de la Russie parmi les serviteurs du régime. En aucune manière on ne peut espérer que s'établisse par leur intermédiaire un contact entre les travailleurs français et les travailleurs russes. Du moins ces 5 ou 6 là viendront-ils.

DISCUSSION

La discussion, souvent passionnée, a porté à peu près uniquement sur cette question : Lapeyre a-t-il bien fait d'aller à Moscou ?

Lazarevitch le lui reproche durement. D'autres camarades font les plus expresses réserves. D'autres entrent dans les raisons de Lapeyre.

Lui-même reconnait le peu de résultats obtenus. Et il n'en attendait pas d'autres. Dès lors le jeu en valait-il la chandelle ?

— Ce qu'on reproche à la délégation F.O., c'est la caution qu'elle apporte aux oppressions des travailleurs russes, c'est la manière dont elle ruine les efforts faits pour éclairer les ouvriers français sur le régime d'exploitation qui règne en U.R.S.S.

— Ce qu'on peut dire, avec Lapeyre, pour la défense de l'initiative prise par les syndicats F.O., c'est que, cette expérience étant strictement limitée dans ses objectifs, il y aurait eu plus à perdre à la refuser qu'à la tenter. Si peu que les portes de l'U.R.S.S. s'entr'ouvrent, les travailleurs français, qui n'ont rien à cacher, doivent en tenir compte. On ne considère pas pour autant les dirigeants des syndicats d'Etat de la Russie comme les représentants des travailleurs russes. On ne croit pas, pour autant, et on ne laisse pas croire, qu'on se fait entendre de ceux-ci. C'est ainsi que la plupart des camarades présents estiment que dans le bilan de cette expérience l'actif l'emporte si peu que ce soit, sur le passif. « Si on ne fait pas cela, dit Walusinski, qu'est-ce qu'on fait ? » C'est aussi ce que dit Lapeyre pour conclure.

SYNDICALISME PAS MORT

« Nous ne concevons pas notre mouvement comme pouvant être dirigé par d'érudits sénateurs, aux phrases ardentes, à la logique douteuse et complètement étrangers aux besoins des travailleurs. Ni d'ailleurs par des politiciens démagogues, assoiffés d'ambition et de pouvoir, intéressés seulement à se servir de nous pour leurs propres fins. »

Felix MENDOZA, président de La Fraternidad, **Fédération des chauffeurs et machinistes d'Argentine, qui vient de mener une dure grève contre le Président Frondizi.**

LES FAITS DU MOIS

DIMANCHE 1er FEVRIER. — La **Suisse**, par 654.924 voix contre 323.307 au referendum, rejette l'électorat féminin.

LUNDI 2 FEVRIER. — Elections au **Luxembourg.** Recul des chrétiens-sociaux, avance des libéraux.

Reprise du travail à **Fives-Lille.**

Ouverture à **Moscou** du 21e congrès du Parti communiste.

Fixation à 156 francs du **salaire minimum interprofessionnel.**

MARDI 3 FEVRIER. — Réunion à Paris du Conseil exécutif de la **Communauté française.**

En **Virginie (Etats-Unis),** les écoles s'ouvrent aux élèves noirs.

MERCREDI 4 FEVRIER. — Procès à Lunebourg **(Allemagne de l'Ouest)** de la revue « Der Weg », antisémite et nazie.

A **Cuba,** grèves dans les raffineries de canne à sucre et dans les mines.

VENDREDI 6 FEVRIER. — Manifestation à **Denain** contre les licenciements de Fives-Lille.

SAMEDI 7 FEVRIER. — Les grèves se poursuivent à **La Havane.**

LUNDI 9 FEVRIER. — Voyage de M. Debré en **Algérie** : manifestations hostiles.

En **Irak,** démission de six ministres, accord économique avec l'U.R.S.S., condamnation à mort du colonel Aref.

Accord économique entre l'**U.R.S.S. et la Chine.**

MERCREDI 11 FEVRIER. — Accord **gréco-turc** sur Chypre.

Protestation du gouvernement français contre l'arrestation des fonctionnaires français en **Tunisie.**

JEUDI 12 FEVRIER. — Démission de M. Vincent Auriol du **Parti socialiste.**

Le gouvernement **tunisien** décide la tunisification totale des P.T.T. et de tous les services publics.

Le cartel des Cadres **C.G.T., C.F.T.C., F.O.** demande l'amélioration des salaires.

VENDREDI 13 FEVRIER. — Sévère avertissement de l'**U.R.S.S.** à l'**Iran** à propos d'accords avec les Etats-Unis.

SAMEDI 14 FEVRIER. — Voyage du président de Gaulle dans le **Sud-Ouest.**

Grève des mineurs belges du **Borinage.**

DIMANCHE 15 FEVRIER. — **Elections cantonales** en Haute-Saône, en Seine-et-Marne, dans le Tarn, dans l'Eure, dans la Nièvre : progrès communiste.

Motion favorable à l'**indépendance de l'Algérie,** signée par 481 Français du Maroc.

LUNDI 16 FEVRIER. — Réponse des Occidentaux **à la note soviétique du 10 janvier.**

MARDI 17 FEVRIER. — Violentes échauffourées à **Brazzaville** (Congo belge) : 7 morts, 35 blessés.

Les grèves du **Borinage** s'étendent.

Grève des **pilotes scandinaves d'avion.**

MERCREDI 18 FEVRIER. — Discours de M. Khrouchtchev à **Toula** : positions soviétiques à Berlin intangibles.

Lancement à Cap Canaveral (Etats-Unis) **d'un satellite artificiel.**

Les grèves des mineurs se généralisent en **Belgique.**

Nouvelles échauffourées à **Brazzaville.**

JEUDI 19 FEVRIER. — **Le roi du Maroc** ramène en Corse l'adjudant Cacciaguerra.

Conférence à Londres sur **Chypre.**

Sanctions prévues contre les fonctionnaires français au **Maroc,** signataires de la motion des 481.

Les représentants de la Fédération nationale des organisations de **Sécurité sociale** protestent contre les réformes de la Sécurité sociale.

Congrès des métaux **C.G.T.**

VENDREDI 20 FEVRIER. — Accord à Londres sur **Chypre.**

Six prisonniers français libérés par le **F.L.N.**

Débat sur le **Cameroun** à l'O.N.U.

L'U.R.S.S. déclare ne pas autoriser l'émigration de ses citoyens **israélites.**

SAMEDI 21 FEVRIER. — Arrivée à **Moscou** de M. Mac Millan, Premier ministre britannique.

Le maréchal Tito au **Caire.**

Tension entre l'Italie et l'Autriche au sujet du **Tyrol.**

LUNDI 22 FEVRIER. — **Manifestations d'anciens combattants.**

MARDI 24 FEVRIER. — Accord en **Belgique** dans les charbonnages.

Front de défense des fonctionnaires **C.G.T.**

La **Fédération de l'Education nationale** proteste contre l'absence de consultation des syndicats.

JEUDI 26 FEVRIER. — La France s'opposera à une réduction de sa **production de charbon.**

Etat d'urgence en **Rhodésie du Sud :** dissolution du Congrès national africain, arrestation des leaders.

D'où vient l'argent ?

MOIS DE FEVRIER 1959

RECETTES

Abonnements ordinaires	72.230	
Abonnements de soutien	59.900	
		132.130
Souscription		6.500
Vente au numéro		7.770
Vente des livres et brochures		1.090
Souscription au livre de Rosmer		9.000
Total des recettes		**156.490**
En caisse à fin janvier		71.992
		228.482

DEPENSES

Impression et papier (« R.P. » février 1959).		108.090
Frais d'expédition		8.104
Frais généraux		11.300
Divers		2.400
Total des dépenses		**129.894**
En caisse à fin février :		
Espèces	23.222	
Chèques postaux	75.366	
		98.588
		228.482

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

André Alix (Paris), 2.400 ; Albert Camus (Paris), 10.000 ; Paul Carmené (Côtes-du-Nord), 2.000 ; Maurice Chambelland (Paris), 5.000 ; Pierre Chambon (Paris), 2.000 ; Jean Cornec (Paris), 3.000 ; Josette et Jean Cornec (Finistère), 3.000 ; Clément Delsol (Paris), 2.000 ; Maurice Duval (Paris), 2.000 ; H. Grandjouan (Paris), 5.000 ; Laufer (Paris), 2.500 ; Georges Maupioux (Seine), 3.000 ; Emile Pasquet (Dordogne), 2.000 ; Georges Petit (Paris), 2.000 ; Mme veuve Marceau Pivert (Paris), 2.000 ; Roger Roessel (Paris), 2.000 ; Marcel Testud (Loire), 2.000 ; Toesca (Seine), 2.500 ; Maurice Vaillard (Seine), 2.500 ; Charles Vildrac (Paris), 3.000. — Total : 59.900 francs.

LA SOUSCRIPTION

1) Du 1er au 15 février

Marcel Buisson (Jura), 400 ; Lacolomberie (Seine), 300 ; Marcel Lob (Var), 300 ; Alfonso Sanchez (Hérault), 300 ; Jean Valensa (Hautes-Alpes), 300 ; Roger Verdeihan (Bouches-du-Rhône), 300. — Total : 1.900 francs.

2) A partir du 16 février

Pierre Costa (Bouches-du-Rhône), 200 ; Jean Duperray (Loire), 250 ; Jean Galtier-Boissière (Paris), 1.500 ; Eugène Héran (Aveyron), 300 ; Jean Laplaud (Charente-Maritime), 250 ; Louis Mercier (Paris), 1.200 ; Antonio Millera (Seine), 300 ; Guy Rosé (Paris), 300 ; François Sener (Paris), 300. — Total : 4.600 francs. (Total général : 6.500 francs.)